

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/WPGR/W/49/Add.1**

28 septembre 2009

(09-4536)

---

**Groupe de travail des règles de l'AGCS**

## **DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHÉS PUBLICS FIGURANT DANS LES ACCORDS D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE**

Note du Secrétariat<sup>1</sup>

### Addendum

#### **I. INTRODUCTION**

1. À sa réunion du 2 décembre 2008, le Secrétariat a été prié de fournir une version à jour de sa note S/WPGR/W/49 ("Dispositions relatives aux marchés publics figurant dans les accords d'intégration économique").

2. Suivant la méthode employée dans le document S/WPGR/W/49, la présente note porte avant tout sur les principales dispositions relatives aux marchés publics figurant dans les accords d'intégration économique (AIE) mais n'examine pas leur portée et leur champ d'application, c'est-à-dire la façon dont les marchés publics sont définis, les exceptions ou exclusions, ou encore les secteurs, seuils, niveaux de l'administration ou entités qui y sont visés. Il est à relever que cette note ne vise pas à rendre compte de toutes les différences et similitudes entre l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) et les dispositions des AIE relatives aux marchés publics. Elle vise plutôt à rendre compte des principales approches utilisées, en vue de faciliter les analyses et discussions futures. En outre, la présente note ne porte que sur les dispositions relatives à la passation des marchés et ne concerne pas les dispositions à caractère horizontal que l'on peut trouver dans d'autres parties, mais qui peuvent toutefois avoir un rapport avec les marchés publics (par exemple les disciplines horizontales en matière de transparence, y compris celles qui régissent la publication des lois et règlements).

3. Afin d'éviter les chevauchements, la présente note n'inclut pas de description des dispositions des accords déjà examinés dans les documents S/WPGR/W/44 et S/WPGR/W/49. Seuls les accords qui ont été notifiés entre le 31 août 2004 et le 31 juillet 2009 ont été inclus dans cette mise à jour. La liste des accords notifiés pendant la période en question figure dans l'annexe 1. Pour les raisons exposées dans la partie II de la présente note, les observations concernant les dispositions relatives aux marchés sont fondées sur un sous-ensemble de dix accords énumérés dans le tableau 1.

4. On n'a pas reproduit ici le texte de la totalité des dispositions pertinentes, car cela aurait rendu le présent document difficile à manier. Qui plus est, le texte intégral de ces accords figure déjà dans des documents officiels de l'OMC (voir leur liste dans le tableau 1 et l'annexe 1) ainsi que dans la base de données sur les accords commerciaux régionaux accessible sur le site Web de l'Organisation.<sup>2</sup> Au lieu de cela, pour chacun des sujets abordés, la présente note énonce les dispositions pertinentes de certains accords, qui permettent d'illustrer les similitudes et les différences, à titre d'exemple.

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> L'adresse de cette base de données est la suivante: <http://rtais.wto.org/UI/PublicMaintainRTAHome.aspx>.

5. La présente note n'empêche évidemment pas que soit discutée toute autre question que les Membres estimerait importante. Elle ne préjuge aucunement de la position des délégations concernant les négociations sur les marchés publics au titre de l'article XIII de l'AGCS.

## II. PRINCIPALES OBSERVATIONS

6. Pendant la période comprise entre le 31 août 2004 et le 31 juillet 2009, 33 AIE ont été notifiés à l'OMC. Onze de ces accords ne comportaient aucune disposition sur les marchés publics (voir l'annexe 1). Dans cinq autres accords, les dispositions relatives aux marchés publics prévoyaient pour l'essentiel des négociations futures, une coopération en matière d'échange de renseignements et de renforcement des capacités techniques, ou des consultations (il s'agit des accords Japon-Thaïlande, AELE-Corée, Thaïlande-Nouvelle-Zélande, Thaïlande-Australie et AELE-Chili).

7. Sur les 17 accords contenant des dispositions de fond sur les marchés publics, quatre comportaient des chapitres qui étaient soit identiques soit généralement similaires à l'obligation de non-discrimination et aux règles de procédure prévues par l'AMP (à savoir l'accord Chili-Japon, le Partenariat économique stratégique transpacifique et les accords Corée-Singapour et Japon-Mexique). L'accord entre le Panama et le Costa Rica reproduit la disposition de l'AMP relative à la non-discrimination mais ne contient pas d'autre règle de procédure, à part des obligations moins détaillées en matière de spécifications techniques et de procédures de contestation. L'accord entre l'Islande et les îles Féroé est très particulier en ce sens qu'il interdit toute discrimination en matière de marchés publics mais cela vraisemblablement en raison du marché unique établi entre les Parties.

8. C'est pourquoi, afin d'éviter de reproduire des renseignements du même type que ceux fournis dans le document S/WPGR/W/49, seules les dispositions qui ont été jugées plus détaillées que celles figurant dans l'AMP ou sensiblement différentes de ces dernières ont été examinées dans la partie III de la présente note. Ces dispositions figurent dans les dix accords énumérés dans le tableau 1 ci-après. Il est à relever que des descriptions générales des dispositions de l'AMP et des diverses approches suivies dans les AIE figurent déjà dans les notes S/WPGR/W/44 et S/WPGR/W/49 du Secrétariat et n'ont donc pas été reproduites. On se reportera à ces notes pour toute information générale complémentaire. Les Membres peuvent aussi souhaiter consulter le document S/WPGR/W/51 pour une description des principales approches adoptées dans les AIE en ce qui concerne la prise d'engagements.

**Tableau 1: Accords et dispositions examinés dans la partie III**

ACR	Date d'entrée en vigueur	Date de notification	Document de référence
Pérou-Singapour	1 <sup>er</sup> août 2009	3 août 2009	S/C/N/502
Canada-Pérou	1 <sup>er</sup> août 2009	4 août 2009	S/C/N/508
Australie-Chili	6 mars 2009	5 mars 2009	S/C/N/484
États-Unis-Pérou	1 <sup>er</sup> février 2009	4 février 2009	S/C/N/473
États-Unis-Oman	1 <sup>er</sup> janvier 2009	2 février 2009	S/C/N/472
APE CE-États du CARIFORUM	1 <sup>er</sup> novembre 2008	24 octobre 2008	S/C/N/469/Rev.1
États-Unis-Bahreïn	1 <sup>er</sup> août 2006	15 septembre 2006	S/C/N/375
Accord de libre-échange République dominicaine-Amérique centrale-États-Unis (ALEAC-RD)	1 <sup>er</sup> mars 2006	6 mars 2007	S/C/N/391
États-Unis-Maroc	1 <sup>er</sup> janvier 2006	16 janvier 2006	S/C/N/362
États-Unis-Australie	1 <sup>er</sup> janvier 2005	23 décembre 2004	S/C/N/310

9. Comme il a été noté dans le document S/WPGR/W/49, la majorité des accords comportent des obligations relatives au traitement non discriminatoire, ainsi que des dispositions d'accompagnement concernant l'évaluation des marchés (par exemple les principes fondamentaux à suivre pour déterminer la valeur des marchés), les spécifications techniques (par exemple pour éviter les obstacles non nécessaires au commerce), les méthodes de passation des marchés (par exemple pour indiquer les méthodes autorisées et, plus spécifiquement, les conditions dans lesquelles il est possible de recourir à des procédures autres que les appels d'offres ouverts), la qualification des fournisseurs (mettant l'accent, par exemple, sur les critères essentiels pour assurer l'exécution du marché), les invitations à soumissionner (par exemple les prescriptions relatives à la publication d'un avis d'appel d'offres), les délais (par exemple les délais minimaux pour permettre aux fournisseurs de préparer et de déposer leurs soumissions), la documentation relative à l'appel d'offres (par exemple les prescriptions relatives au type de renseignements figurant dans la documentation relative à l'appel d'offres remise aux fournisseurs), l'adjudication des marchés (par exemple les règles concernant les critères d'adjudication et la publication des résultats), la communication des informations (par exemple l'obligation de publier les lois, règlements, décisions et autres procédures relatifs aux marchés publics) et les procédures de contestation (par exemple l'obligation de permettre aux fournisseurs de déposer un recours auprès d'un organe impartial chargé d'examiner les plaintes).

10. Malgré de nombreuses similitudes entre les divers accords, il existe des différences en ce qui concerne les types de dispositions qu'ils renferment, ainsi que la quantité de détails et l'exhaustivité des dispositions. En général, ainsi qu'il a été observé dans le document S/WPGR/W/49, la tendance suivie dans les AIE examinés a été d'aligner les dispositions prévues sur celles de l'AMP ou sur des dispositions que l'on retrouve le plus souvent dans les accords auxquels participent les États-Unis, lesquels s'inspirent de l'ALENA.<sup>3</sup> Dans certains cas, on observe une combinaison d'éléments de ces deux approches. Dans l'ensemble, quelle que soit l'approche adoptée, la tendance a été de simplifier les dispositions pour ce qui est de leurs prescriptions spécifiques.

11. Les accords auxquels participent les États-Unis, qui constituent la majorité des AIE examinés dans la présente note, comportent des règles plutôt détaillées et exhaustives qui sont équivalentes à celles figurant dans l'AMP et vont – parfois – plus loin. Il existe toutefois des différences entre les accords conclus par les États-Unis: l'accord États-Unis-Australie est, de tous, celui qui prévoit l'ensemble de règles le plus complet et le plus détaillé; d'autres accords, comme ceux conclus entre l'Australie et le Chili, le Canada et le Pérou et le Pérou et Singapour, comportent aussi des règles exhaustives, mais dans une mesure variable entre ces trois accords. À nouveau, l'accord conclu par l'Australie est le plus exhaustif.<sup>4</sup> L'Accord de partenariat économique (APE) entre les CE et les États du CARIFORUM puise largement dans l'AMP, même si, en général, ses dispositions prévoient des obligations moins étendues et moins détaillées.

12. Cela étant dit, il convient de souligner qu'il n'existe pas nécessairement de lien direct entre l'exhaustivité des dispositions examinées et le niveau de libéralisation atteint ou l'ampleur des entités et des secteurs de services visés, car ces éléments figurent généralement dans les annexes spécifiques aux pays qui sont jointes aux différents accords.

13. Il convient de noter que les Membres parties à l'AMP ont engagé un processus de révision des dispositions existantes de cet accord en vue de le simplifier.<sup>5</sup> Tous les renvois au texte de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) et toutes les comparaisons avec ce texte sont fondés sur

---

<sup>3</sup> Le document S/WPGR/W/49 décrit les dispositions de l'ALENA et du type ALENA relatives aux marchés publics. Dans les accords ultérieurs auxquels participent les États-Unis, ces dispositions ont souvent été simplifiées mais la nature exhaustive des règles de fond a été maintenue.

<sup>4</sup> Nombre de ses dispositions sont similaires à celles figurant dans l'accord États-Unis-Australie.

<sup>5</sup> Au moment de la rédaction de la présente note, le processus de révision de l'AMP est terminé mais ses résultats ne sont pas entrés en vigueur.

l'Accord actuellement en vigueur, qui date de 1994. Il convient de noter néanmoins qu'en décembre 2006 les Parties se sont entendues sur un "texte révisé provisoirement convenu de l'Accord" (voir le document GPA/W/297 du 11 décembre 2006). Ce texte révisé n'est pas encore entré en vigueur et, conformément à ce qui a été convenu à l'époque, son adoption finale est subordonnée à un résultat mutuellement satisfaisant des négociations en cours sur la portée de l'Accord. Il est du reste intéressant de noter que parfois les dispositions de certains des accords commerciaux régionaux décrits ici semblent correspondre à celles du texte révisé de l'AMP.<sup>6</sup>

### III. EXAMEN DES DISPOSITIONS PERTINENTES

#### A. NON-DISCRIMINATION

14. Chacun des dix accords énumérés dans le tableau 1 contient des dispositions spécifiques relatives à la non-discrimination. Ces dispositions sont généralement équivalentes à l'obligation de traitement non discriminatoire prévue par l'AMP et reproduite ci-dessous.

AMP	
<u>Article III: Traitement national et non-discrimination</u>	
1.	En ce qui concerne toutes les lois, tous les règlements, ainsi que toutes les procédures et pratiques concernant les marchés publics visés par le présent accord, chaque Partie accordera immédiatement et sans condition, aux produits et services des autres Parties et à leurs fournisseurs qui offrent ces produits ou services, un traitement qui ne sera pas moins favorable: <ul style="list-style-type: none"> <li>a) que celui accordé aux produits, aux services et aux fournisseurs nationaux, ni</li> <li>b) que celui accordé aux produits et services de toute autre Partie et à leurs fournisseurs.</li> </ul>
2.	En ce qui concerne toutes les lois, tous les règlements, ainsi que toutes les procédures et pratiques concernant les marchés publics visés par le présent accord, chaque Partie fera en sorte: <ul style="list-style-type: none"> <li>a) que ses entités n'accordent pas à un fournisseur établi sur le territoire national un traitement moins favorable que celui accordé à un autre fournisseur établi sur le territoire national, selon le degré de contrôle ou de participation étrangers; et</li> <li>b) que ses entités n'exercent pas de discrimination à l'encontre de fournisseurs établis sur le territoire national selon le pays de production du produit ou du service qui est fourni, sous réserve que le pays de production soit Partie à l'Accord conformément aux dispositions de l'article IV.</li> </ul>
3.	Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliqueront pas aux droits de douane et impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ni au mode de perception de ces droits et impositions, ni aux autres règlements et formalités d'importation, ni aux mesures touchant le commerce des services autres que les lois, règlements, procédures et pratiques concernant les marchés publics visés par le présent accord.

15. Seuls quelques accords s'écartent sensiblement de l'article III de l'AMP. L'accord entre **l'Australie et le Chili** (article 15.4) incorpore les principaux éléments de l'article III de l'AMP en leur ajoutant un élément qui spécifie que le champ d'application du traitement non discriminatoire s'étend à

<sup>6</sup> Voir, par exemple, l'accord États-Unis-Bahreïn (article 9.7) concernant les listes à utilisations multiples (page 30 ci-après) et l'accord États-Unis-Pérou (article 9.5) concernant les biens et services commerciaux et les délais réduits dans certaines circonstances en cas d'utilisation de la voie électronique (paragraphe 43 ci-après).

"toutes les commandes relevant de contrats passés pour des marchés visés, comme des accords-cadres ou des arrangements groupés".<sup>7</sup>

16. Dans l'accord **CE-CARIFORUM** (article 167, A.2), l'obligation de traitement non discriminatoire est exprimée en des termes s'inspirant de la clause de "l'effort maximal" (voir le paragraphe A.2 a) et A.2 ii)). En outre, tout octroi du traitement national est subordonné à une décision du Conseil conjoint CARIFORUM-CE, qui peut spécifier les passations de marchés auxquelles le traitement non discriminatoire serait applicable, ainsi que les conditions pertinentes.

<p style="text-align: center;"><b>CE-CARIFORUM</b>  <u>Article 167</u></p>	
<p style="text-align: center;"><i>A. Appuyer la création de marchés publics régionaux</i></p>	
[...]	
2.a)	En ce qui concerne toute mesure ayant trait aux marchés visés, chaque État signataire du CARIFORUM, y compris ses entités contractantes, accorde aux fournisseurs établis dans un État du CARIFORUM un traitement non moins favorable que celui accordé à tout autre fournisseur établi au niveau local.
b)	En ce qui concerne toute mesure ayant trait aux marchés visés, la partie CE et les États signataires du CARIFORUM, y compris leurs entités contractantes:
i)	veillent à ce que leurs entités n'exercent pas de discrimination à l'égard d'un fournisseur local établi sur le territoire d'une partie au motif que les biens ou services qu'il propose pour un marché particulier sont des biens ou des services de l'autre partie;
ii)	ne réservent pas à un fournisseur local un traitement moins favorable que celui accordé à tout autre fournisseur local en raison de son degré d'affiliation étrangère ou au motif qu'il est la propriété d'opérateurs ou de ressortissants d'un État signataire du CARIFORUM ou de la partie CE.
3.	Sous réserve du paragraphe A.4, en ce qui concerne toute mesure ayant trait aux marchés visés, chaque partie, y compris ses entités contractantes, accorde aux biens et services de l'autre partie et aux fournisseurs de celle-ci qui offrent les biens ou services de toute partie un traitement non moins favorable que celui que la partie, y compris ses entités contractantes, réserve à ses biens, services et fournisseurs nationaux.
4.	Les parties ne doivent accorder le traitement visé au paragraphe A.3 que si une décision du conseil conjoint CARIFORUM-CE est prise à cet effet. Cette décision peut spécifier à quels marchés de chaque partie le traitement visé au paragraphe A.3 s'applique et sous quelles conditions.

17. Dans tous les autres accords examinés, les parties doivent, en ce qui concerne la passation des marchés visés par l'accord, accorder aux services et aux fournisseurs des autres parties un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elles accordent aux services et aux fournisseurs nationaux ou aux services de toute autre partie et à leurs fournisseurs. En outre, chaque partie doit faire en sorte que ses entités n'accordent pas à un fournisseur établi sur le territoire national un traitement moins favorable que celui accordé à un autre fournisseur établi sur le territoire national, selon le degré de contrôle ou de participation étrangers et n'exercent pas de discrimination à l'encontre des fournisseurs établis sur le territoire national selon le pays de production du service qui est fourni.

<sup>7</sup> Le paragraphe 3 de l'article 15.4 de l'accord Australie-Chili dispose ce qui suit: "3. Par souci de clarté, toutes les commandes relevant de contrats passés pour des marchés visés, comme des accords cadre ou des arrangements groupés, seront subordonnées aux dispositions des paragraphes 1 et 2".

Il convient de noter que l'obligation relative au traitement non discriminatoire pour la passation de marchés ne se rapporte qu'aux secteurs, entités et seuils qui font l'objet d'engagements généralement inscrits dans les annexes. Ainsi, des dispositions similaires ou même identiques peuvent avoir néanmoins des effets différents suivant l'étendue des engagements pris.

18. Ainsi que le relève le document S/WPGR/W/49, le traitement prévu pour les **opérations de compensation** figure, dans plusieurs accords, dans la disposition relative au traitement non discriminatoire. Tel est le cas de **tous les accords conclus par les États-Unis**, ainsi que celui conclu entre le **Canada et le Pérou** (article 1403:6). Dans les accords **Australie-Chili** (article 15.6) et **Pérou-Singapour** (article 9.7), les dispositions concernant les opérations de compensation figurent dans une section distincte. Dans l'ensemble, ces dispositions ne présentent pas de différences très importantes et sont similaires à l'article XVI de l'AMP.

#### AMP

##### Article XVI: Opérations de compensation

1. Dans la qualification et la sélection des fournisseurs, produits ou services, ou dans l'évaluation des soumissions et l'adjudication des marchés, les entités n'imposeront, ne demanderont ni n'envisageront d'opérations de compensation.<sup>1</sup> [...]

<sup>1</sup> Les opérations de compensation dans les marchés publics sont des mesures utilisées pour encourager le développement local ou améliorer la balance des paiements au moyen de prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, de l'octroi de licences pour des technologies, de prescriptions en matière d'investissement, d'échanges compensés ou de prescriptions similaires.

#### États-Unis-Australie<sup>8</sup>

##### Article 15.2: Principes généraux

##### Compensations

5. Une entité contractante ne pourra solliciter des compensations, en tenir compte, en imposer ou en appliquer dans la qualification et la sélection des fournisseurs, biens ou services, dans l'évaluation des soumissions ou dans l'adjudication des contrats, avant et pendant un marché visé par le présent chapitre.

#### Canada-Pérou

##### Article 1403: Principes généraux

##### Compensation

6. Chaque Partie, y compris ses entités contractantes, s'abstient de rechercher, prendre en considération, imposer, ou exécuter des conditions de compensations à quelque étape que ce soit de la passation d'un marché visé au présent chapitre.

## B. ÉVALUATION DES MARCHÉS

19. La majorité des accords comportent des dispositions en matière d'évaluation des marchés, qui indiquent les principes clés à suivre pour la détermination de la valeur des marchés visés. Ces principes sont similaires à ceux de l'article II de l'AMP et comprennent les éléments suivants: l'obligation de tenir compte de toutes les formes de rémunération dans l'évaluation; une clause

<sup>8</sup> L'article concernant les opérations de compensation est similaire dans tous les accords conclus par les États-Unis qui ont été examinés.

anti-évitement qui prévoit que la méthode d'évaluation ne sera pas choisie par l'entité, et que les quantités à acquérir ne seront pas scindées en marchés distincts, dans l'intention d'éviter que l'accord ne s'applique; les critères d'évaluation pour les marchés passés par lots séparés; les critères d'évaluation en ce qui concerne les marchés qui ne prévoient pas expressément de prix total ou les marchés de services passés sous forme de crédit-bail, location ou location-vente; et les dispositions spéciales d'évaluation lorsqu'un marché envisagé prévoit expressément des options.

#### AMP

#### Article II: Évaluation des marchés

1. Les dispositions ci-après seront d'application pour la détermination de la valeur des marchés<sup>2</sup> aux fins de la mise en œuvre du présent accord.
2. L'évaluation tiendra compte de toutes les formes de rémunération, y compris toute prime, rétribution ou commission et tous intérêts à recevoir.
3. La méthode d'évaluation ne sera pas choisie par l'entité, et les quantités à acquérir ne seront en aucun cas scindées, dans l'intention d'éviter que le présent accord ne s'applique.
4. Si la quantité à acquérir est telle que plus d'un marché soit conclu ou que des marchés soient passés par lots séparés, la base de l'évaluation sera:
  - a) soit la valeur réelle des contrats successifs analogues passés au cours des 12 mois ou de l'exercice précédents, corrigée, si possible, pour tenir compte des modifications en quantité et en valeur qui surviendraient au cours des 12 mois suivants;
  - b) soit la valeur estimée des contrats successifs au cours de l'exercice ou des 12 mois suivant le contrat initial.
5. En ce qui concerne les marchés de produits ou de services passés sous forme de crédit-bail, location ou location-vente, ou les marchés qui ne prévoient pas expressément de prix total, la base de l'évaluation sera la suivante:
  - a) dans le cas de marchés de durée déterminée, la valeur totale des marchés pour toute leur durée si celle-ci est inférieure ou égale à 12 mois, ou leur valeur totale, y compris la valeur résiduelle estimée, si leur durée dépasse 12 mois;
  - b) dans le cas de marchés de durée indéterminée, l'acompte mensuel multiplié par 48.

En cas de doute, la seconde base sera utilisée, à savoir b).
6. Lorsqu'un marché envisagé prévoit expressément des options, la base de l'évaluation sera la valeur totale du marché maximal autorisé, y compris les options.

<sup>2</sup> Le présent accord s'applique à tout marché dont la valeur est estimée à un montant égal ou supérieur au seuil au moment de la publication de l'avis mentionné à l'article IX.

20. Dans l'accord entre **l'Australie et le Chili** (article 15.5), les principes en matière d'évaluation sont généralement équivalents à ceux de l'AMP, avec une prescription supplémentaire, énoncée dans l'article 15.5:3, selon laquelle "lorsque la valeur totale estimée d'un marché pour toute sa durée n'est pas connue, le marché sera un marché visé par le présent chapitre, sauf s'il est spécifiquement exclu au titre du présent accord".

21. Les **accords auxquels participent les États-Unis, à l'exception des accords ALEAC-RD et États-Unis-Maroc**<sup>9</sup> contiennent des prescriptions qui sont similaires à celles de l'AMP en ce qui concerne l'évaluation des marchés, en dehors de quelques différences relatives au traitement des marchés passés par lots séparés et/ou adjugés à des fournisseurs multiples. À la différence de l'AMP, aucune distinction n'est faite entre la valeur réelle et la valeur estimée des contrats successifs, l'évaluation devant être fondée sur la "valeur totale maximale estimée d'un marché pour toute sa durée" (article 15.1:7 c)). Une disposition similaire, qui simplifie l'évaluation des marchés passés par lots multiples ou adjugés à un ou plusieurs fournisseurs, figure dans l'accord **Canada-Pérou** (article 1401).

États-Unis-Australie <sup>10</sup>	
<u>Article 15.1: Portée et champ d'application</u>	
<u>Évaluation</u>	
6.	<p>Lors de l'estimation de la valeur d'un marché en vue de s'assurer qu'il est visé par le présent chapitre, une entité contractante:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) ne devra ni diviser un marché en plusieurs marchés distincts, ni utiliser une méthode particulière pour estimer la valeur du marché dans le but d'éviter l'application du présent chapitre;</li> <li>b) devra tenir compte de toutes les formes de rémunération, y compris les primes, frais, commissions, intérêts et autres flux de revenus qui pourraient être prévus au titre du contrat et, lorsque le marché prévoit la possibilité de clauses optionnelles, la valeur totale maximale du marché, y compris des achats optionnels; et</li> <li>c) nonobstant le paragraphe 7, devra fonder son calcul sur la valeur totale maximale du marché sur toute sa durée, dans les cas où le marché doit être passé en plusieurs parties, les contrats étant attribués simultanément ou dans un délai donné à un ou plusieurs fournisseurs.</li> </ul>
7.	<p>Dans le cas d'un marché par crédit-bail ou location ou d'un marché qui ne spécifie par un prix total, l'estimation de la valeur du marché sera fondée, en ce qui concerne:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) un contrat à terme fixe, <ul style="list-style-type: none"> <li>i) lorsque la durée est fixée à 12 mois au plus, sur la valeur totale estimée du contrat pour sa durée, ou</li> <li>ii) lorsque la durée excède 12 mois, la valeur totale estimée du contrat, y compris la valeur résiduelle estimée, ou</li> </ul> </li> <li>b) un contrat d'une durée indéterminée, le montant mensuel estimé multiplié par 48. Dans les cas où une entité contractante ne sait pas si le contrat est à terme fixe, elle utilisera la méthode décrite dans le présent alinéa pour évaluer la valeur du marché.</li> </ul>

<sup>9</sup> Dans l'accord États-Unis-Maroc, la disposition concernant l'évaluation des marchés ne fait que reproduire l'article II:4 et 5 de l'AMP.

<sup>10</sup> Une disposition similaire figure dans tous les accords auxquels participent les États-Unis, exception faite pour l'ALEAC.



8. Lorsque la valeur totale maximale estimée d'un marché pour toute sa durée n'est pas connue, le marché sera un marché visé par le présent chapitre, sauf s'il est spécifiquement exclu au titre du présent accord.
  9. Toutes les commandes relevant de contrats passés pour des marchés visés par le présent chapitre seront assujetties aux articles 15.2.1 et 15.2.2.
- [...]

**Canada-Pérou**

Article 1401: Portée et champ d'application

*Évaluation*

5. Lorsqu'elle évalue un marché afin d'établir s'il est ou non visé au présent chapitre, une entité contractante:
  - a) ne le divise pas en plusieurs marchés, ni ne choisit ou utilise une méthode d'évaluation particulière pour un marché dans l'intention de le soustraire en totalité ou en partie à l'application du présent chapitre;
  - b) fonde ses calculs sur la valeur totale maximale estimée dudit marché sur toute sa durée, qu'il soit attribué à un seul fournisseur ou à plusieurs, compte tenu de toutes les formes de rémunération, y compris:
    - i) les primes, les honoraires, les commissions et les intérêts; et
    - ii) si le marché prévoit des options, la valeur totale estimée du marché, y compris les achats optionnels;
  - c) lorsque le marché est passé en plusieurs parties, par contrats attribués simultanément ou successivement à un ou plusieurs fournisseurs, fonde ses calculs sur la valeur totale maximale dudit marché sur toute sa durée.

22. Les dispositions des autres accords ont tendance à être moins détaillées en ce qui concerne les principes d'évaluation. L'accord **CE-CARIFORUM** reprend l'article II:2 et 3 de l'AMP mais l'accord **Pérou-Singapour** ne spécifie pas, comme le fait l'article II:4 et 5 de l'AMP, de critères d'évaluation pour les marchés passés par lots séparés, ni pour le traitement des contrats de crédit-bail, location ou location-vente de produits ou services.

**CE-CARIFORUM**

Article 167

*B. Règles d'évaluation*

Les entités contractantes ne choisissent pas de méthode d'évaluation et ne fractionnent pas un marché dans le but de se soustraire à l'application du présent chapitre. L'évaluation tient compte de toutes les formes de rémunération, y compris le versement de primes, d'honoraires, de commissions et d'intérêts.

**Pérou-Singapour****Article 9.5: Évaluation des marchés**

Les dispositions ci-après seront d'application pour la détermination de la valeur d'un marché aux fins de la mise en œuvre du présent chapitre:

- a) l'évaluation tiendra compte de toutes les formes de rémunération, y compris toute prime, rétribution ou commission et tous intérêts à recevoir;
- b) la méthode d'évaluation ne sera pas choisie par l'organisme public, et les quantités à acquérir ne seront en aucun cas scindées dans l'intention d'éviter que le présent chapitre ne s'applique; et
- c) lorsqu'un marché envisagé prévoit expressément des options, la base de l'évaluation sera la valeur totale du marché maximal autorisé, y compris les options.

**C. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES**

23. Comme pour les accords examinés dans le document S/WPGR/W/49, les dispositions concernant les spécifications techniques des produits et services devant être achetés sont généralement similaires ou équivalentes à l'article VI de l'AMP. Ces dispositions établissent généralement que les spécifications techniques ne doivent pas créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Ces éléments constituent généralement la norme, mais certains accords énoncent en outre des détails et/ou des obligations concernant des caractéristiques telles que la qualité, les propriétés d'emploi ou les procédés ou méthodes de production.

**AMP****Article VI: Spécifications techniques**

1. Les spécifications techniques définissant les caractéristiques des produits ou services qui vont faire l'objet d'un marché, telles que la qualité, les propriétés d'emploi, la sécurité et les dimensions, les symboles, la terminologie, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, ou les procédés et méthodes de production, ainsi que les prescriptions relatives aux procédures d'évaluation de la conformité définies par les entités contractantes, ne seront pas établies, adoptées, ni appliquées en vue de créer des obstacles non nécessaires au commerce international, ni de telle façon qu'elles aient cet effet.
2. Les spécifications techniques prescrites par des entités contractantes seront, s'il y a lieu,
  - a) définies en fonction des propriétés d'emploi du produit plutôt que de sa conception ou de ses caractéristiques descriptives; et
  - b) fondées sur des normes internationales, dans les cas où il en existe, sinon sur des règlements techniques nationaux<sup>1</sup>, des normes nationales reconnues<sup>2</sup> ou des codes du bâtiment.
3. Il ne devra pas être exigé ou mentionné de marques de fabrique ou de commerce ou noms commerciaux, de brevets, de modèles ou de types particuliers, ni d'origines ou de producteurs ou fournisseurs déterminés, à moins qu'il n'existe pas d'autre moyen suffisamment précis ou intelligible de décrire les conditions du marché et à la condition que des termes tels que "ou l'équivalent" figurent dans la documentation relative à l'appel d'offres.

4. Les entités ne solliciteront ni n'accepteront, d'une manière qui aurait pour effet d'empêcher la concurrence, un avis pouvant être utilisé pour l'établissement des spécifications relatives à un marché déterminé, de la part d'une société qui pourrait avoir un intérêt commercial dans le marché.

<sup>1</sup> Aux fins du présent accord, un règlement technique est un document qui énonce les caractéristiques d'un produit ou d'un service ou les procédés et méthodes de production se rapportant à ce produit ou service, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont le respect est obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un service, un procédé ou une méthode de production donnés.

<sup>2</sup> Aux fins du présent accord, une norme est un document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits ou des services ou des procédés et des méthodes de production connexes, dont le respect n'est pas obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un service, un procédé ou une méthode de production donnés.

24. Les **accords conclus par les États-Unis**, ainsi que celui conclu entre le **Canada et le Pérou**, reproduisent en général l'article VI de l'AMP avec quelques modifications, comme l'ajout d'une clause spécifique autorisant les entités contractantes à établir, adopter ou appliquer des spécifications techniques en vue de promouvoir la préservation des ressources naturelles et la protection de l'environnement. Dans l'accord **États-Unis-Pérou**, une clause supplémentaire impose aux fournisseurs de respecter les normes du travail. Enfin, l'accord **Pérou-Singapour** (article 9.11:7) prévoit encore une obligation selon laquelle les entités contractantes sont tenues de notifier aux fournisseurs toute modification des spécifications techniques lors du processus de passation d'un marché.

#### **Pérou-Singapour**

##### Article 9.11: Documentation relative à l'appel d'offres et spécifications techniques

##### *Spécifications techniques*

[...]

7. Si, lors du processus de passation d'un marché, l'entité contractante modifie une partie de la documentation relative à l'appel d'offres mentionnée au paragraphe 1, y compris les critères ou les prescriptions techniques qui y figurent,

- a) à tous les fournisseurs participant à l'appel d'offres au moment de la modification des critères, si leur identité est connue, et, dans tous les autres cas, de la même façon que les renseignements initiaux avaient été transmis; et
- b) en temps opportun pour permettre à ces fournisseurs de modifier leurs soumissions et de les présenter à nouveau, le cas échéant.

**États-Unis-Maroc<sup>11</sup>****Article 9.7: Spécifications techniques**

1. L'entité contractante ne pourra pas établir, adopter ou appliquer de spécifications techniques ou prescrire une procédure d'évaluation de conformité ayant pour objet ou pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce entre les Parties.
2. En prescrivant toute spécification technique pour le bien ou le service demandé, l'entité contractante devra:
  - a) définir la spécification technique, chaque fois qu'il sera approprié, en fonction d'exigences de performance et de fonctionnement, plutôt qu'en fonction de la conception ou de caractéristiques descriptives; et
  - b) fonder la spécification technique sur des normes internationales, lorsqu'il en existe et qu'elles s'appliquent à l'entité contractante, excepté le cas où l'emploi d'une norme internationale aurait pour effet de ne pas satisfaire aux exigences du programme de l'entité contractante ou d'imposer des contraintes plus lourdes que ne le ferait l'emploi d'une norme spécifique au gouvernement.
3. L'entité contractante ne pourra pas prescrire de spécifications techniques qui exigent ou réfèrent à une marque de fabrique ou de commerce, un brevet, un droit d'auteur, un modèle ou un type particulier, une origine ou un producteur ou un fournisseur spécifiques, à moins qu'il n'existe pas un autre moyen suffisamment précis ou intelligible de décrire les exigences du marché, et à condition que dans de tels cas des termes tels que "ou l'équivalent" figurent dans la documentation relative à l'appel d'offres.
4. L'entité contractante ne pourra pas solliciter ni accepter, d'une manière qui aurait pour effet d'empêcher la concurrence, des conseils susceptibles d'être utilisés dans l'établissement ou l'adoption de spécifications techniques visant un marché donné, de la part d'une personne pouvant retirer des avantages commerciaux du marché.
5. Pour plus de clarté, le présent article ne vise pas à empêcher une entité contractante d'établir, d'adopter ou d'appliquer des spécifications techniques pour promouvoir la conservation des ressources naturelles ou la protection de l'environnement.

---

<sup>11</sup> La même disposition figure dans tous les accords conclus par les États-Unis, à l'exception de l'accord États-Unis-Pérou qui comporte en outre des éléments concernant le respect des normes du travail.

**États-Unis-Pérou**

Article 9.6: Informations relatives aux marchés publics

*Spécifications techniques*

[...]

7. Pour plus de clarté, le présent article ne vise pas à empêcher une entité contractante d'établir, d'adopter ou d'appliquer des spécifications techniques:
- a) pour promouvoir la conservation des ressources naturelles ou la protection de l'environnement;
  - b) pour exiger d'un fournisseur qu'il respecte les lois généralement applicables concernant:
    - i) les principes et droits fondamentaux au travail; et
    - ii) des conditions de travail acceptables en termes de salaire minimal, d'heures de travail ainsi que d'hygiène et de sécurité au sein de l'entreprise, sur le territoire où la marchandise est produite ou le service est rendu.

**Canada-Pérou**

Article 1407: Spécifications techniques et documentation relative à l'appel d'offres

*Spécifications techniques*

[...]

5. Il est entendu qu'une Partie, y compris ses entités contractantes, peut, en conformité avec le présent article, établir, adopter ou appliquer des spécifications techniques dans le but de promouvoir la conservation des ressources naturelles ou de protéger l'environnement.

25. En outre, alors que tous les accords stipulent que les spécifications techniques devraient être fondées sur des normes de performance et des normes internationales, lorsqu'il y en a, il existe dans certains cas des dispositions additionnelles relatives à l'utilisation des normes nationales. Dans les **accords auxquels participent les États-Unis**, il est précisé qu'il n'est pas nécessaire que les spécifications techniques soient fondées sur les normes internationales si ces normes avaient pour effet de ne pas satisfaire aux exigences du programme de l'entité contractante ou d'imposer des contraintes plus lourdes que ne le ferait une norme spécifique au gouvernement ou une norme nationale reconnue.<sup>12</sup> L'article 15.12:5 de l'accord **Australie-Chili** comporte une disposition additionnelle permettant à une entité contractante de "procéder à des études de marché en vue d'élaborer des spécifications pour un marché donné" et de permettre à un "fournisseur qui a été engagé pour fournir des services de conception ou de conseil de participer à l'adjudication de marchés liés à ces services, sous réserve qu'elle ne donne pas à ce fournisseur un avantage déloyal par rapport aux autres fournisseurs". Cette disposition figure également dans l'accord entre **les États-Unis et l'Australie**.

---

<sup>12</sup> Les accords conclus par les États-Unis avec l'Australie, l'Oman et le Pérou mentionnent l'utilisation d'une "norme nationale reconnue"; ceux conclus avec le Maroc et Bahreïn mentionnent une "norme spécifique au gouvernement".

**Australie-Chili****Article 15.12: Spécifications techniques**

[...]

5. Nonobstant le paragraphe 4, une entité contractante pourra:

- a) procéder à des études de marché en vue d'élaborer des spécifications pour un marché donné; ou
- b) permettre à un fournisseur qui a été engagé pour fournir des services de conception ou de conseil de participer à l'adjudication de marchés liés à ces services;

[...]

**D. MÉTHODES DE PASSATION DES MARCHÉS**

26. Tous les accords examinés contiennent en général des dispositions indiquant les types de méthodes de passation des marchés qui peuvent être utilisées. Une grande partie des accords suivent l'approche des articles VII, X et XV de l'AMP ou bien une version simplifiée de ces dispositions.

**AMP****Article VII: Procédures de passation des marchés**

1. Chaque Partie fera en sorte que les procédures de passation des marchés suivies par ses entités soient appliquées de façon non discriminatoire et soient conformes aux dispositions des articles VII à XVI.
2. Les entités ne devront pas donner à un fournisseur des informations concernant un marché déterminé d'une manière qui aurait pour effet d'empêcher la concurrence.
3. Aux fins du présent accord:
  - a) La procédure d'appel d'offres ouverte est celle selon laquelle tous les fournisseurs intéressés peuvent soumissionner.
  - b) La procédure d'appel d'offres sélective est celle selon laquelle, conformément au paragraphe 3 de l'article X et aux autres dispositions pertinentes du présent accord, les fournisseurs admis à soumissionner sont ceux qui sont invités à le faire par l'entité.
  - c) La procédure d'appel d'offres limitée est celle selon laquelle l'entité s'adresse à des fournisseurs individuellement, dans les seules circonstances énoncées à l'article XV.

**Article X: Procédures de sélection**

1. Afin de garantir une concurrence internationale effective optimale dans le cas des procédures d'appel d'offres sélectives, les entités, pour chaque marché envisagé, inviteront à soumissionner le plus grand nombre de fournisseurs nationaux et de fournisseurs des autres Parties, compatible avec le fonctionnement efficace du mécanisme de passation des marchés. Elles sélectionneront d'une façon loyale et non discriminatoire les fournisseurs admis à participer à ces procédures.
2. Les entités qui tiendront des listes permanentes de fournisseurs qualifiés pourront sélectionner les fournisseurs qui seront invités à soumissionner parmi ceux qui figureront sur ces listes. Toute sélection donnera des chances équitables aux fournisseurs figurant sur les listes.

3. Les fournisseurs demandant à soumissionner pour un marché envisagé particulier seront autorisés à le faire et seront pris en considération à la condition, s'il s'agit de fournisseurs non encore qualifiés, que la procédure de qualification puisse être accomplie en temps voulu conformément aux articles VIII et IX. Le nombre des fournisseurs additionnels autorisés à soumissionner ne sera limité que par la nécessité de sauvegarder le fonctionnement efficace du mécanisme de passation des marchés.
4. Les demandes de participation à des procédures sélectives pourront être présentées par télex, télégramme ou télécopie.

Article XV: Appel d'offres limité

1. Les dispositions des articles VII à XIV, qui s'appliquent aux procédures d'appel d'offres ouvertes ou sélectives, ne seront pas nécessairement applicables dans les circonstances définies ci-après, à la condition que l'appel d'offres limité ne soit pas utilisé en vue de ramener la concurrence en deçà du maximum possible, ou d'une manière qui constituerait un moyen de discrimination entre les fournisseurs des autres Parties ou de protection des producteurs ou des fournisseurs nationaux:
  - a) lorsque aucune soumission n'aura été déposée en réponse à un appel d'offres fait selon une procédure ouverte ou sélective, ou lorsque les soumissions déposées auront été concertées ou ne seront pas en conformité avec les conditions essentielles de l'appel d'offres, ou émaneront de fournisseurs ne remplissant pas les conditions de participation prévues conformément au présent accord, pour autant toutefois que les conditions de l'appel d'offres initial ne soient pas substantiellement modifiées pour le marché qui sera adjugé;
  - b) lorsque, du fait qu'il s'agit de travaux d'art ou pour des raisons liées à la protection de droits exclusifs, tels que des droits de brevet ou de reproduction, ou en l'absence de concurrence pour des raisons techniques, les produits ou services ne pourront être fournis que par un fournisseur particulier et qu'il n'existera aucun produit ou service de rechange ou de remplacement raisonnablement satisfaisant;
  - c) pour autant que cela sera strictement nécessaire lorsque, pour des raisons d'extrême urgence dues à des événements qui ne pouvaient être prévus par l'entité, les procédures ouvertes ou sélectives ne permettraient pas d'obtenir les produits ou services en temps voulu;
  - d) lorsqu'il s'agira de livraisons additionnelles à assurer par le fournisseur initial et portant sur des pièces de rechange pour des fournitures déjà faites ou des installations déjà livrées, ou destinées à compléter ces fournitures, services ou installations, et qu'un changement de fournisseur aboutirait à la livraison de matériel ou de services ne répondant pas à des conditions d'interchangeabilité avec un matériel ou service déjà existant<sup>1</sup>;
  - e) lorsqu'une entité passera un marché pour se procurer des prototypes ou un produit ou service nouveau mis au point à sa demande au cours de l'exécution d'un contrat particulier de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement original, et pour les besoins de ce contrat. Une fois que de tels contrats auront été exécutés, les marchés ultérieurs de produits ou de services seront assujettis aux dispositions des articles VII à XIV<sup>2</sup>;
  - f) lorsque des services de construction additionnels qui n'étaient pas inclus dans le marché initial mais qui correspondaient aux objectifs de la documentation relative à l'appel d'offres initial sont, à la suite de circonstances imprévisibles, devenus nécessaires pour achever la fourniture des services de construction décrits dans ledit marché, et lorsque l'entité doit adjuger des marchés portant sur les services de construction additionnels à l'entrepreneur fournissant les services de construction concernés parce que séparer les services de construction additionnels du marché initial lui causerait des difficultés pour des raisons techniques ou économiques ou la gênerait notablement. Toutefois, la valeur totale des marchés adjugés pour les services de construction additionnels ne pourra pas dépasser 50 pour cent du montant du marché principal;

<p>g)</p> <p>h)</p> <p>i)</p> <p>j)</p>	<p>pour de nouveaux services de construction consistant en la répétition de services de construction analogues qui sont conformes à un projet de base pour lequel un marché initial a été adjudgé conformément aux articles VII à XIV et pour lequel l'entité a indiqué dans l'avis de marché envisagé concernant le service de construction initial que la procédure d'appel d'offres limité pourra être utilisée aux fins de l'adjudication des marchés pour ces nouveaux services de construction;</p> <p>pour des produits achetés sur un marché de produits de base;</p> <p>pour des achats effectués dans des conditions exceptionnellement avantageuses qui ne se présentent qu'à très court terme. La présente disposition vise à couvrir l'écoulement inhabituel de produits par des entreprises qui ne sont normalement pas fournisseurs, ou la cession d'avoirs d'entreprises en liquidation ou administration judiciaire. Elle n'est pas censée couvrir les achats courants effectués auprès de fournisseurs ordinaires;</p> <p>dans le cas de marchés adjudgés au lauréat d'un concours, à condition que le concours ait été organisé d'une manière conforme aux principes du présent accord, notamment en ce qui concerne la publication, au sens de l'article IX, d'une invitation, adressée aux fournisseurs dûment qualifiés, à participer à un tel concours, qui sera jugé par un jury indépendant, en vue de l'adjudication de marchés aux lauréats.</p>
<p>2.</p>	<p>Les entités dresseront procès-verbal de chaque marché adjudgé conformément aux dispositions du paragraphe 1. Chaque procès-verbal mentionnera le nom de l'entité contractante, la valeur et la nature des marchandises ou des services faisant l'objet du marché, ainsi que leur pays d'origine, et contiendra un exposé indiquant celles des circonstances visées au présent article dans lesquelles le marché a été adjudgé. Ce procès-verbal restera entre les mains de l'entité concernée et à la disposition des autorités publiques dont elle relève, pour être utilisé si besoin est pour les procédures prévues aux articles XVIII, XIX, XX et XXII.</p>
<p><sup>1</sup></p>	<p>Il est entendu que le "matériel existant" comprend les logiciels dans la mesure où le marché initial de logiciels était couvert par l'Accord.</p>
<p><sup>2</sup></p>	<p>Le développement original d'un produit ou service nouveau peut englober une production ou une fourniture limitée ayant pour but d'incorporer les résultats d'essais sur le terrain et de démontrer que le produit ou service se prête à une production ou à une fourniture en quantités conformément à des normes de qualité acceptables. Il ne comprend pas la production ou la fourniture en quantités visant à établir la viabilité commerciale du produit ou à amortir les frais de recherche et développement.</p>

27. Tous les **accords conclus par les États-Unis** prévoient d'une manière générale l'utilisation de procédures d'appel d'offres ouvertes, bien qu'il existe quelques différences quant au contenu exact et au libellé des dispositions pertinentes. L'appel d'offres limité est toutefois possible dans certaines circonstances et à condition que des procédures particulières soient suivies.<sup>13</sup> Les conditions générales permettant l'utilisation des appels d'offres limités sont similaires à celles énoncées dans l'article XV:1 de l'AMP, à quelques différences près. Par exemple, dans les accords **États-Unis-Oman** (article 9.8:2 et 3) et **États-Unis-Maroc** (article 9.9:2 et 3), les services de construction ne sont pas énumérés en tant que cas particuliers autorisant le recours à des procédures d'appel d'offres limitées. Dans l'accord **États-Unis-Australie** (article 15.8), ces procédures peuvent être utilisées pour l'adjudication des marchés de services de construction mais seulement s'il s'agit de nouveaux marchés. Enfin, les accords **ALEAC-RD** (article 9.9) et **États-Unis-Pérou** (article 9.8) ne se rapportent qu'aux services de construction additionnels.

<sup>13</sup> On entend par "appel d'offres limité" la situation dans laquelle le pouvoir adjudicateur s'adresse aux fournisseurs potentiels individuellement.



**États-Unis-Oman****Article 9.8: Procédures de passation des marchés**

1. Une entité contractante passera des marchés visés par le présent accord d'une manière compatible avec le présent chapitre et, sauf disposition spécifiquement contraire du présent chapitre, d'une manière transparente et impartiale, et permettra à tout fournisseur intéressé de soumettre une offre.
2. À condition que la procédure de passation du marché ne soit pas utilisée pour éviter la concurrence, pour protéger les fournisseurs nationaux ou de manière discriminatoire contre les fournisseurs de l'autre Partie, une entité contractante pourra contacter le fournisseur de son choix et choisir de ne pas appliquer les articles 9.4 à 9.7 du paragraphe 1 et les paragraphes 3 à 7 de l'article 9.9 en ce qui concerne un marché couvert dans les circonstances suivantes:
  - a) lorsqu'en réponse à un avis initial de projet de marché ou à une invitation à présenter des soumissions:
    - i) aucune soumission n'aura été déposée;
    - ii) aucune des soumissions déposées n'est en conformité avec les conditions essentielles de la documentation de l'appel d'offres; ou
    - iii) aucun des fournisseurs ne satisfait aux conditions de participation pour autant que l'entité n'aura pas substantiellement modifié les conditions essentielles du marché ou les conditions de participation;
  - b) lorsque les biens ou services ne pourront être fournis que par un fournisseur particulier et qu'il n'existe pas d'alternative raisonnable ou de biens ou services de substitution parce que:
    - i) la demande concerne un travail d'art;
    - ii) l'entité contractante est dans l'obligation de protéger les droits de brevet, les droits d'auteur ou autres droits exclusifs, ou toute information protégée; ou
    - iii) il y a absence de concurrence pour des raisons techniques;
  - c) lorsqu'il s'agira de livraisons additionnelles de biens ou services par le fournisseur initial et portant sur le remplacement de pièces, de compléments de prestations de services ou de prestations de service continus pour du matériel, des logiciels, des services ou des installations déjà existants, et qu'un changement de fournisseur obligerait l'entité contractante à acheter des biens ou des services ne répondant pas à des conditions d'interchangeabilité avec des équipements, des logiciels, des services ou des installations déjà existants;
  - d) lorsqu'il s'agira de produits achetés sur un marché de produits de base;
  - e) lorsqu'une entité contractante achète un prototype ou un produit ou un service nouveau mis au point à sa demande au cours de l'exécution d'un marché particulier de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement original, et pour les besoins de ce marché. Une fois que de tels marchés auront été exécutés, les achats ultérieurs de produits ou de services seront assujettis au présent chapitre; ou
  - f) dans la mesure où cela sera strictement nécessaire lorsque, pour des raisons d'extrême urgence dues à des événements qui ne pouvaient être prévus par l'entité contractante, les procédures compatibles avec les articles 9.4 à 9.7 et avec le paragraphe 1 et les paragraphes 3 à 7 de l'article 9.9 ne permettraient pas d'obtenir les produits ou les services en temps voulu, et l'emploi de ces procédures aurait pour résultat de causer un grave préjudice à l'entité contractante ou à la Partie concernée.

3. Pour chaque marché qu'elle aura adjudgé en vertu du paragraphe 2, l'entité contractante devra dresser un rapport écrit mentionnant le nom de l'entité contractante, la valeur et la nature des biens ou services achetés et un exposé indiquant les circonstances et les conditions décrites du paragraphe 2 qui justifient le recours à une procédure d'appel d'offres limitée.

### ALEAC

#### Article 9.9: Procédures de passation des marchés

1. Sous réserve du paragraphe 2, une entité contractante attribuera des marchés par des procédures d'appel d'offres ouvertes.
2. Pour autant que la procédure d'appel d'offres ne soit pas utilisée pour éviter la concurrence ou pour protéger des fournisseurs nationaux, une entité contractante peut attribuer des marchés par des moyens autres qu'une procédure d'appel d'offres ouverte dans les circonstances suivantes:
  - a) lorsque aucune offre n'est conforme aux prescriptions établies dans la documentation relative à l'offre d'un précédent avis de projet de marché ou d'une précédente invitation à présenter une soumission, notamment en ce qui concerne les conditions de participation, pour autant que les prescriptions de l'avis initial ou de l'invitation initiale ne soient pas substantiellement modifiées;
  - b) lorsque, du fait qu'il s'agit de travaux d'art ou pour des raisons liées à la protection de droits de propriété intellectuelle exclusifs, tels que des brevets ou des droits d'auteur, ou des renseignements de nature exclusive, ou en l'absence de concurrence pour des raisons techniques, les produits ou services ne pourront être fournis que par un fournisseur particulier et qu'il n'existera aucun produit ou service de rechange ou de remplacement raisonnablement satisfaisant;
  - c) lorsqu'il s'agira de livraisons additionnelles à assurer par le fournisseur initial et portant sur le remplacement de pièces ou la prestation de services continus concernant des équipements, des logiciels, des services ou des installations déjà livrés, ou visant à compléter ces équipements, logiciels, services ou installations, et qu'un changement de fournisseur obligerait l'entité à acheter des produits ou des services ne répondant pas à des conditions d'interchangeabilité avec les équipements, logiciels, services ou installations existants;
  - d) lorsqu'il s'agira de produits achetés sur un marché de produits de base;
  - e) lorsqu'une entité contractante achètera un prototype ou un produit ou un service nouveau mis au point à sa demande au cours de l'exécution d'un marché particulier de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement original, et pour les besoins de ce marché. Une fois que de tels marchés auront été exécutés, les achats ultérieurs de produits ou de services seront assujettis au présent chapitre;
  - f) lorsque des services de construction additionnels, qui n'étaient pas inclus dans le marché initial mais qui correspondaient aux objectifs de la documentation relative à l'appel d'offres initial, sont devenus nécessaires, à la suite de circonstances imprévisibles, pour achever la fourniture des services de construction décrits dans ledit marché. Toutefois, la valeur totale des marchés adjudgés pour les services de construction additionnels ne pourra pas dépasser 50 pour cent du montant du marché initial; ou
  - g) dans la mesure où cela sera strictement nécessaire lorsque, pour des raisons d'extrême urgence dues à des événements qui ne pouvaient être prévus par l'entité contractante, une procédure d'appel d'offres ouverte ne permettrait pas d'obtenir les produits ou les services en temps voulu et l'utilisation d'une telle procédure causerait un dommage grave à l'entité ou à la Partie, ou compromettrait la capacité de l'entité d'exécuter ses programmes.

3. Une entité contractante devra tenir des registres ou rédiger des rapports justifiant de manière spécifique les raisons pour lesquelles un marché a été accordé au titre du paragraphe 2, d'une manière conforme à l'article 9:11.3.

28. En outre, dans les accords **États-Unis-Australie** (article 15.7:6-8) et **États-Unis-Pérou** (article 9.8), des procédures d'appel d'offres sélectives peuvent être utilisées à condition que certaines prescriptions soient respectées. Il s'agit entre autres des prescriptions suivantes: l'appel d'offres doit être publié suffisamment à l'avance; tous les fournisseurs qui satisfont aux conditions de participation doivent être autorisés à soumissionner à moins qu'une limite ait été fixée pour le nombre des fournisseurs; et des renseignements doivent être communiqués sur la décision de l'entité concernant les demandes de participation qui ont été reçues.

**États-Unis-Australie<sup>14</sup>**

Article 15.7: Procédures d'appel d'offres

*Procédures d'appel d'offres sélectives*

6. Pour assurer une concurrence optimale dans le cadre des procédures d'appel d'offres sélectives, les entités contractantes devront, pour chaque marché envisagé visé par le présent chapitre, adresser au plus grand nombre possible de fournisseurs nationaux et de fournisseurs de l'autre Partie une invitation à soumissionner, dans la mesure compatible avec le fonctionnement efficace du système de passation des marchés.
7. Une entité contractante qui applique des procédures d'appel d'offres sélectives utilisera, en conformité avec le paragraphe 6:
- a) une liste permanente, sous réserve que cette liste soit établie conformément aux dispositions du présent chapitre et soit appropriée pour le type de marché envisagé;
  - b) une liste de fournisseurs qui ont répondu à un avis invitant les fournisseurs à présenter des demandes de participation à une adjudication de marché;
  - c) une liste de fournisseurs qui ont répondu à un avis demandant à tous les fournisseurs intéressés de signaler leur intérêt pour le marché, sous réserve que l'entité contractante:
    - i) publie un avis demandant à tout fournisseur intéressé de communiquer son intérêt pour le marché et tout renseignement requis dans l'avis; l'avis peut être l'avis de marché programmé au titre de l'article 15.4.3 dans les cas où cet avis invitait les fournisseurs à signaler leur intérêt pour le marché; et
    - ii) envoie une invitation à soumissionner à tous les fournisseurs qui ont exprimé un intérêt pour le marché, à moins qu'elle ait déclaré dans l'avis qu'elle pouvait limiter le nombre de fournisseurs qu'elle inviterait, en conformité avec le paragraphe 8; ou
  - d) une liste de tous les fournisseurs qui ont obtenu une licence ou dont il a été déterminé par l'organisme, l'autorité ou l'organisation compétente qu'ils satisfont aux prescriptions juridiques spécifiques qui existent indépendamment du processus de passation des marchés, sous réserve que:

---

<sup>14</sup> De tous les accords conclus par les États-Unis, l'accord États-Unis-Australie est celui qui comporte les dispositions les plus détaillées sur les procédures de passation des marchés.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) la prescription en matière de licence ou de conformité avec des prescriptions juridiques spécifiques soit essentielle à la passation du marché;</li> <li>ii) la liste complète de ces fournisseurs soit maintenue par l'organisme, l'autorité ou l'organisation appropriée et qu'elle puisse être consultée par l'entité contractante; et</li> <li>iii) l'entité invite tous les fournisseurs sur la liste à présenter des soumissions.</li> </ul>
8.	<p>Sous réserve que les prescriptions et critères pertinents aient été spécifiés à l'avance dans un avis ou dans la documentation relative à un appel d'offres, une entité contractante, lorsqu'elle déterminera quels fournisseurs seront invités à soumissionner, au titre des alinéas 7 b) et c), pourra:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) dans son évaluation de la capacité technique, évaluer dans quelle mesure les propositions ou réponses des fournisseurs satisfont aux spécifications techniques et aux spécifications de résultats du marché; et</li> <li>b) limiter le nombre des fournisseurs qu'elle invite à soumissionner sur la base de l'évaluation des propositions ou des réponses des fournisseurs.</li> </ul>
9.	<p>Une entité contractante appliquera les délais énoncés à l'article 15.5 pour les réponses aux avis mentionnés aux alinéas 7 b) et c).</p>
<i>Renseignements relatifs aux décisions des entités contractantes</i>	
10.	<p>Dans les cas où un fournisseur demande à participer à l'adjudication d'un marché visé par le présent chapitre, y compris par le biais d'une procédure énoncée aux alinéas 7 b) et c), ou à être inscrit sur une liste mentionnée au paragraphe 4, une entité contractante communiquera à ce fournisseur, dans les moindres délais, sa décision concernant cette demande.</p>
11.	<p>Dans les cas où une entité contractante:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) rejette une demande de participation à l'adjudication d'un marché visé par le présent chapitre, y compris une demande par le biais d'une procédure énoncée à l'alinéa 7 b) ou c);</li> <li>b) rejette une demande d'inscription sur une liste mentionnée au paragraphe 4: ou</li> <li>c) ne reconnaît plus un fournisseur comme satisfaisant aux conditions de participation, l'entité contractante en informera le fournisseur dans les moindres délais et, sur demande de celui-ci, lui donnera rapidement une explication écrite des raisons motivant sa décision.</li> </ul>

29. Selon l'accord **Australie-Chili** (article 15.14), une entité contractante peut utiliser des procédures d'appel d'offres ouvertes, sélectives ou limitées. Les dispositions concernant l'appel d'offres limité sont similaires à l'article XV de l'AMP. Les procédures d'appel d'offres sélectives sont moins détaillées que celles figurant dans l'AMP mais les entités contractantes doivent néanmoins assurer une concurrence effective en invitant à soumissionner le plus grand nombre de fournisseurs nationaux et de fournisseurs étrangers et procéder à la sélection d'une façon loyale et non discriminatoire. Cependant, il n'existe pas de disposition qui, comme l'article X:3 de l'AMP, oblige les entités contractantes à examiner les demandes émanant de fournisseurs souhaitant participer à un marché donné.

**Australie-Chili****Article 15.14: Procédures de passation des marchés**

1. Une entité contractante n'utilisera que des procédures d'appel d'offres ouvertes ou sélectives compatibles avec les dispositions du présent chapitre, sous réserve des dispositions de l'article 15.15.
2. Une entité contractante peut utiliser des procédures d'appel d'offres sélectives conformément à l'article 15.4 et aux lois, règlements, procédures et politiques en matière de marchés publics de la Partie dont elle relève.
3. Pour assurer une concurrence effective dans le cadre des procédures d'appel d'offres sélectives, une entité contractante devra adresser au plus grand nombre possible de fournisseurs nationaux et de fournisseurs de l'autre Partie une invitation à soumissionner, dans la mesure compatible avec le fonctionnement efficace du système de passation des marchés. Elle sélectionnera d'une façon loyale et non discriminatoire les fournisseurs admis à participer à ces procédures.

**Article 15.15: Procédures d'appel d'offres limitées**

1. Sous réserve qu'elle n'ait pas recours à la présente disposition aux fins d'éviter la concurrence, de protéger les fournisseurs nationaux ou d'une manière qui crée une discrimination à l'encontre des fournisseurs de l'autre Partie, une entité contractante pourra utiliser des procédures d'appel d'offres limitées.
2. Si une entité contractante utilise des procédures d'appel d'offres limitées, elle pourra choisir, suivant la nature du marché, de ne pas appliquer les articles 15.8, 15.10, 15.11, 15.12, 15.13, 15.14, 15.16.1 et 15.16.3 à 15.16.6. Une entité contractante ne peut utiliser des procédures d'appel d'offres limitées que dans les circonstances suivantes:
  - a) lorsqu'en réponse à un avis initial, à une invitation à participer ou à une invitation à présenter des soumissions:
    - i) aucune soumission n'aura été déposée ou aucun fournisseur n'aura demandé à participer;
    - ii) aucune des soumissions déposées n'est en conformité avec les conditions essentielles de la documentation de l'appel d'offres; ou
    - iii) aucun des fournisseurs ne satisfait aux conditions de participation; et l'entité contractante n'aura pas substantiellement modifié les conditions essentielles du marché ou les conditions de participation;
  - b) lorsque, du fait qu'il s'agit de travaux d'art, ou pour des raisons liées à la protection de droits exclusifs, tels que des droits de brevets ou de reproduction, ou des renseignements de nature confidentielle, ou en l'absence de concurrence pour des raisons techniques, les produits ou services ne pourront être fournis que par un fournisseur particulier et qu'il n'existera aucun produit ou service de rechange ou de remplacement raisonnablement satisfaisant;
  - c) lorsqu'il s'agira de livraisons additionnelles à assurer par le fournisseur initial ou son agent agréé et portant sur le remplacement de pièces ou la fourniture de services continus à l'égard d'équipements, de logiciels, de services ou d'installations existants, ou visant à les compléter, et qu'un changement de fournisseur aboutirait à la livraison de produits ou de services ne répondant pas à des conditions d'interchangeabilité avec les équipements, logiciels, services ou installations existants;
  - d) pour des produits achetés sur un marché de produits de base;

e)	lorsqu'une entité contractante se procure un prototype ou un produit ou service nouveau aux fins d'essais limités ou mis au point à sa demande au cours de l'exécution d'un contrat particulier de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement original, et pour les besoins de ce contrat;
f)	lorsque des services de construction additionnels, qui n'étaient pas inclus dans le marché initial mais qui correspondaient aux objectifs de la documentation relative à l'appel d'offres initial, sont devenus nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, pour achever la fourniture des services de construction décrits dans ledit marché. Toutefois, la valeur totale des marchés adjugés pour les services de construction additionnels ne pourra pas dépasser 50 pour cent du montant du marché principal;
g)	pour de nouveaux services de construction consistant en la répétition de services de construction analogues qui sont conformes à un projet de base pour lequel un marché initial a été adjugé conformément au présent chapitre et pour lequel l'entité contractante a indiqué dans l'avis de marché envisagé concernant le service de construction initial que la procédure d'appel d'offres limitée pourra être utilisée aux fins de l'adjudication des marchés pour ces nouveaux services de construction;
h)	pour des achats effectués dans des conditions exceptionnellement avantageuses qui ne se présentent qu'à très court terme, comme des ventes inhabituelles, des propositions innovantes non sollicitées, des liquidations, des faillites ou des séquestres, et non pour des achats courants auprès de fournisseurs ordinaires;
i)	lorsqu'un contrat est accordé au lauréat d'un concours, sous réserve que: <ul style="list-style-type: none"> <li>i)</li><li>ii)</li> </ul>
j)	pour autant que cela soit strictement nécessaire lorsque, pour des raisons d'extrême urgence dues à des événements ne pouvant être prévus par l'entité, la procédure d'appel d'offres ouverte ou sélective n'a pas permis d'obtenir les produits ou services en temps voulu.
3.	Une entité contractante maintiendra un registre ou rédigera un rapport justifiant de manière spécifique les raisons pour lesquelles un marché a été accordé par d'autres moyens que la procédure d'appel d'offres ouverte ou sélective, tel que cela est prévu dans le présent article.

30. L'accord **CE-CARIFORUM** (article 169) n'établit pas de restriction concernant la méthode de passation des marchés pour autant que cette méthode ne vise pas à limiter la participation à ce processus. La disposition relative à l'appel d'offres sélectif (article 170) énonce les principes généraux concernant la publication de l'avis de marché envisagé et de son contenu, la sélection équitable des fournisseurs qui seront appelés à participer et les dates limites pour la présentation des demandes de participation. Bien que les circonstances autorisant l'utilisation des procédures d'appel d'offres limitées (article 171) soient généralement similaires à l'article XV de l'AMP, aucune disposition ne prévoit les situations dans lesquelles "les soumissions déposées auront été concertées ou ne seront pas en conformité avec les conditions essentielles de l'appel d'offres, ou émaneront de fournisseurs ne remplissant pas les conditions de participation". Outre les conditions relatives à l'appel d'offres sélectif et limité, certaines procédures sont également prévues pour les marchés passés par voie électronique.

**CE-CARIFORUM**  
**Article 170**

*Appel d'offres sélectif*

1. Lorsqu'une procédure d'appel d'offres sélective est utilisée, les entités contractantes:
  - a) publient un avis de marché envisagé;
  - b) dans l'avis de marché envisagé, invitent les fournisseurs admissibles à soumettre une demande de participation;
  - c) sélectionnent équitablement les fournisseurs qui seront appelés à participer à la procédure d'appel d'offres sélective;
  - d) précisent les dates limites pour la présentation des demandes de participation.
2. Les entités contractantes reconnaissent comme fournisseurs qualifiés tous les fournisseurs qui remplissent les conditions de participation prévues pour un marché particulier, à moins qu'elles n'aient indiqué dans l'avis, ou dans le dossier d'appel d'offres si celui-ci est publiquement disponible, qu'il existe une limitation concernant le nombre de fournisseurs qui seront autorisés à soumissionner ainsi que les critères objectifs d'une telle limitation.
3. Dans le cas où le dossier d'appel d'offres n'est pas rendu public à compter de la date de publication de l'avis visé au paragraphe 1, les entités contractantes font en sorte que ces documents soient communiqués en même temps à tous les fournisseurs qualifiés qui auront été sélectionnés.

**Article 171**

*Appel d'offres limité*

1. Lorsqu'elle fait usage de la procédure d'appel d'offres limitée, l'entité contractante peut choisir de ne pas appliquer l'article 168, l'article 169, paragraphes 1 et 3, l'article 170, l'article 173, paragraphe 1, et les articles 174, 175, 176 et 178.
2. Les entités contractantes sont autorisées à attribuer leurs marchés publics au moyen d'une procédure d'appel d'offres limitée dans les cas suivants:
  - a) lorsque aucune soumission appropriée n'a été déposée en réponse à un appel d'offres ouvert ou sélectif, pour autant que les conditions de l'appel d'offres initial ne soient pas substantiellement modifiées;
  - b) lorsque, pour des raisons techniques ou artistiques ou pour des raisons tenant à la protection des droits d'exclusivité, l'exécution du marché ne peut être confiée qu'à un fournisseur déterminé et qu'aucune autre solution raisonnable n'existe;
  - c) lorsque, pour des raisons d'extrême urgence dues à des événements non prévus par l'entité contractante, les procédures ouvertes ou sélectives ne permettraient pas d'obtenir les produits ou services en temps voulu;
  - d) lorsqu'il s'agit de livraisons additionnelles de biens ou de services effectuées par le fournisseur initial et qu'un changement de fournisseur obligerait l'entité contractante à acquérir un équipement ou des services ne répondant pas à des conditions d'interchangeabilité avec un équipement ou des services déjà existants achetés dans le cadre de l'appel d'offres initial et qu'une telle séparation générerait notablement l'entité contractante ou entraînerait pour elle une duplication substantielle des coûts;

e)	lorsqu'une entité contractante passe un marché pour se procurer des prototypes ou un produit ou service nouveau mis au point à sa demande au cours de l'exécution d'un contrat particulier de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement original, et pour les besoins de ce contrat;
f)	lorsque des services additionnels, qui n'étaient pas inclus dans l'appel d'offres initial mais entraient dans les objectifs du cahier des charges original, sont devenus nécessaires, pour des raisons imprévisibles, pour achever la fourniture des services qui y sont décrits. Toutefois, la valeur totale des marchés adjugés pour les services additionnels ne pourra pas dépasser 50 pour cent du montant du marché initial;
g)	lorsqu'il s'agit de nouveaux services consistant à répéter des services similaires qui répondent à un projet de base pour lequel un marché initial a été attribué à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouverte ou sélective, pour lesquels l'entité contractante a indiqué dans l'avis de marché envisagé qu'une procédure d'appel d'offres limitée pourrait être utilisée dans l'attribution des marchés concernant ces nouveaux services;
h)	pour des produits achetés sur un marché de produits de base;
i)	lorsqu'il s'agit de marchés attribués au lauréat d'un concours; si plusieurs lauréats ont été retenus, tous doivent être invités à participer aux négociations comme indiqué dans l'avis de marché envisagé ou dans le dossier d'appel d'offres;
j)	pour des achats effectués à des conditions exceptionnellement avantageuses qui ne se présentent qu'à très brève échéance, dans le cadre d'écoulements inhabituels de produits comme ceux qui résultent d'une administration judiciaire ou d'une faillite, et non lors d'achats courants effectués auprès de fournisseurs habituels.

31. Aux termes de l'article 1406 ("Conditions de participation") de l'accord **Canada-Pérou**, une entité contractante est tenue d'utiliser la procédure d'appel d'offres sélective pour publier un avis invitant les fournisseurs à présenter une demande de participation. Tous les fournisseurs remplissant les conditions de participation peuvent présenter une soumission, sous réserve d'une éventuelle limite au nombre de fournisseurs autorisés à soumissionner qui serait spécifiée dans l'avis de marché. L'appel d'offres limité est autorisé dans certains cas, similaires à ceux prévus par l'article XV de l'AMP.

<b>Canada-Pérou</b> <u>Article 1406: Conditions de participation</u> <u>Procédure d'appel d'offres sélective</u>	
9.	<p>Lorsque la législation d'une Partie permet le recours à la procédure d'appel d'offres sélective, une entité contractante, pour chaque marché envisagé visé au présent chapitre:</p> <p>a) publie un avis invitant les fournisseurs à présenter une demande de participation au processus de passation de ce marché, et le fait suffisamment à l'avance pour donner aux intéressés le temps d'établir et de présenter ces demandes, et se donner à elle-même le temps d'évaluer lesdites demandes et de rendre ses décisions en se fondant sur celles-ci; et</p> <p>b) permet à tous les fournisseurs nationaux, et à tous les fournisseurs de l'autre Partie, dont l'entité contractante aura constaté qu'ils remplissent les conditions de participation à présenter une soumission, à moins que cette entité n'ait spécifié dans l'avis de marché envisagé ou, si elle est accessible au public, dans la documentation relative à l'appel d'offres, une limite au nombre de fournisseurs devant être autorisés à soumissionner et les critères de la fixation d'une telle limite.</p>



32. L'accord **Pérou-Singapour** (article 9.13) prévoit des procédures d'appel d'offres ouvertes mais, comme l'AMP, autorise le recours à l'appel d'offres limité dans certaines circonstances.

E. QUALIFICATIONS DES FOURNISSEURS

33. Tous les accords examinés comportent des dispositions relatives aux qualifications des fournisseurs, dispositions qui tendent à être équivalentes à l'article VIII de l'AMP, à quelques différences près. Les dispositions pertinentes comprennent généralement des principes empêchant la discrimination entre fournisseurs nationaux et étrangers en garantissant à tous les fournisseurs la possibilité de participer à l'appel d'offres et d'être informés de la décision prise par les entités contractantes. Certaines conditions supplémentaires s'appliquent aussi lorsque l'entité contractante tient une liste de fournisseurs qualifiés permanente, à utilisations multiples ou accessible au public.<sup>15</sup> En pareil cas, l'entité contractante est le plus souvent tenue, entre autres choses, d'autoriser les fournisseurs à demander leur inclusion dans la liste et de traiter ces demandes dans les meilleurs délais.

**AMP**

Article VIII: Qualification des fournisseurs

Dans la qualification des fournisseurs, les entités ne feront de discrimination ni entre les fournisseurs des autres Parties ni entre les fournisseurs nationaux et les fournisseurs des autres Parties. Les procédures de qualification seront conformes aux dispositions suivantes:

- a) les conditions de participation aux procédures d'appel d'offres seront publiées en temps utile pour permettre aux fournisseurs intéressés d'engager et, dans la mesure où cela est compatible avec le fonctionnement efficace du mécanisme de passation des marchés, d'accomplir les formalités de qualification;
- b) les conditions de participation aux procédures d'appel d'offres seront limitées à celles qui sont indispensables pour s'assurer que l'entreprise est capable d'exécuter le marché en question. Les conditions de participation imposées aux fournisseurs, y compris les garanties financières, les qualifications techniques et les renseignements nécessaires pour établir leur capacité financière, commerciale et technique, ainsi que la vérification des qualifications, ne seront pas moins favorables aux fournisseurs des autres Parties qu'aux fournisseurs nationaux et ne feront pas de discrimination entre les fournisseurs des autres Parties. La capacité financière, commerciale et technique d'un fournisseur sera jugée à la fois d'après son activité commerciale globale et d'après son activité sur le territoire de l'entité contractante, compte dûment tenu des liens juridiques existant entre les organismes fournisseurs;
- c) la procédure de qualification des fournisseurs et le temps nécessaire à cet effet ne seront pas utilisés pour écarter les fournisseurs des autres Parties d'une liste de fournisseurs ou empêcher qu'ils soient pris en considération à l'occasion d'un marché envisagé particulier. Les entités reconnaîtront comme fournisseurs qualifiés les fournisseurs nationaux ou les fournisseurs des autres Parties qui rempliront les conditions de participation prévues pour un marché envisagé particulier. Les fournisseurs qui demandent à soumissionner pour un marché envisagé particulier, et qui ne seraient pas encore qualifiés, seront également pris en considération à la condition que les procédures de qualification puissent être accomplies en temps voulu;

<sup>15</sup> L'AMP fait mention d'une "liste permanente" tandis que les accords auxquels participent les États-Unis et les accords Canada-Pérou et CE-CARIFORUM utilisent la notion de "liste à utilisations multiples". L'accord Pérou-Singapour ne mentionne aucune liste de ce type et l'accord ALEAC-RD utilise la notion de "liste accessible".

d)	les entités qui tiendront des listes permanentes de fournisseurs qualifiés feront en sorte que les fournisseurs puissent en tout temps demander à être qualifiés et que tous les fournisseurs qualifiés qui en feront la demande soient inscrits sur ces listes dans un délai raisonnablement court;				
e)	si, après la parution de l'avis mentionné au paragraphe 1 de l'article IX, un fournisseur qui n'est pas encore qualifié demande à pouvoir soumissionner pour un marché envisagé, l'entité engagera dans les moindres délais la procédure de qualification;				
f)	tout fournisseur ayant demandé à devenir fournisseur qualifié sera avisé par les entités concernées de la décision prise à ce sujet. Les fournisseurs qualifiés qui auront été inscrits sur une liste permanente par des entités seront également informés de l'annulation de cette liste ou de leur exclusion;				
g)	chaque Partie fera en sorte que: <table> <tr> <td>i)</td><td>chaque entité et ses différents services suivent une procédure de qualification unique, sauf dans les cas où la nécessité de suivre une procédure différente est dûment établie;</td></tr> <tr> <td>ii)</td><td>des efforts soient faits pour réduire au minimum les différences de procédures de qualification entre entités;</td></tr> </table>	i)	chaque entité et ses différents services suivent une procédure de qualification unique, sauf dans les cas où la nécessité de suivre une procédure différente est dûment établie;	ii)	des efforts soient faits pour réduire au minimum les différences de procédures de qualification entre entités;
i)	chaque entité et ses différents services suivent une procédure de qualification unique, sauf dans les cas où la nécessité de suivre une procédure différente est dûment établie;				
ii)	des efforts soient faits pour réduire au minimum les différences de procédures de qualification entre entités;				
h)	aucune disposition des alinéas a) à g) n'empêchera l'exclusion d'un fournisseur pour des motifs tels que la faillite ou de fausses déclarations, à la condition que cette mesure soit compatible avec les dispositions du présent accord relatives au traitement national et à la non-discrimination.				

34. Les **accords auxquels participent les États-Unis**, qui tendent à être très similaires les uns aux autres<sup>16</sup>, prévoient quelques conditions supplémentaires concernant la qualification des fournisseurs et la publication des avis. Il y est stipulé que les entités contractantes devraient publier un avis suffisamment tôt pour que les fournisseurs intéressés aient le temps de préparer et de soumettre leurs demandes de participation. De plus, lorsqu'une entité contractante établit ou tient une liste de fournisseurs "à utilisations multiples"<sup>17</sup>, on spécifie certaines conditions quant à la teneur de l'avis invitant les fournisseurs intéressés à demander à être inscrits. Ces fournisseurs doivent être autorisés à faire leur demande à tout moment et seront inscrits s'ils satisfont aux conditions de participation dans un délai raisonnablement court. En outre, des renseignements doivent être fournis sur la décision de l'entité contractante. Ces accords prévoient aussi des dispositions empêchant l'entité contractante de subordonner la qualification à une "expérience préalable" ou à des "adjudications précédentes" acquises ou obtenues sur son territoire. Ces conditions n'ont pas de corollaire dans l'AMP.

35. Les accords **Canada-Pérou, Australie-Chili et CE-CARIFORUM** comportent aussi des conditions concernant les listes "à utilisations multiples" et le traitement de l'expérience préalable et des adjudications précédentes, qui sont libellées de façon similaire à celles énoncées dans les accords

<sup>16</sup> Des dispositions identiques figurent dans les accords États-Unis-Pérou, États-Unis-Oman et États-Unis-Bahreïn.

<sup>17</sup> Ces deux paragraphes relèvent de l'intitulé général de l'article 9.7 ("Conditions de participation"). Il convient de noter que l'article VIII de l'AMP ne mentionne que des "listes permanentes" de fournisseurs et n'énonce aucune condition concernant la façon dont les fournisseurs devraient être invités à être inscrits sur ces listes.

conclus par les États-Unis.<sup>18</sup> Cependant, il n'existe pas de disposition de ce type dans l'accord Pérou-Singapour.

**CE-CARIFORUM**  
Article 174

[...]

2. Les États signataires du CARIFORUM et la partie CE ne peuvent poser comme condition à la participation d'un fournisseur à un marché qu'il se soit vu précédemment attribuer un ou plusieurs marchés passés par une entité de cette partie ou des mêmes États ou qu'il ait une expérience professionnelle préalable sur le territoire des derniers. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux marchés portant sur des enquêtes et des études sur l'impact social.

[...]

5. Les entités contractantes peuvent tenir une liste à utilisations multiples (liste de fournisseurs qualifiés), à condition qu'un avis invitant les fournisseurs intéressés à demander leur inscription sur la liste:
- a) soit publié chaque année;
  - b) dans le cas où il serait publié par voie électronique, soit accessible en permanence dans l'un des médias appropriés énumérés à l'annexe VII.
6. Les entités contractantes veillent à ce que les fournisseurs puissent demander à être qualifiés à tout moment à travers la publication d'un avis les invitant à demander à figurer sur la liste et comprenant les informations suivantes:
- a) la description des biens et des services, ou des catégories de biens et de services, pour lesquels la liste peut être utilisée;
  - b) les conditions de participation auxquelles les fournisseurs doivent satisfaire et les méthodes que l'entité contractante utilise pour vérifier si tel est le cas;
  - c) les nom et adresse de l'entité contractante et autres renseignements nécessaires pour prendre contact avec elle et obtenir tous les documents pertinents relatifs à la liste;
  - d) la durée de validité de la liste et les moyens utilisés pour la renouveler ou l'annuler ou, dans les cas où la durée de validité n'est pas mentionnée, l'indication de la méthode utilisée pour faire savoir qu'il est mis fin à l'utilisation de la liste. Les entités contractantes inscrivent sur la liste tous les fournisseurs qualifiés dans un délai raisonnablement court.
7. Lorsqu'un fournisseur non qualifié présente, dans le délai prévu, une demande de participation ainsi que tous les documents requis s'y rapportant, l'entité contractante, qu'elle utilise ou non une liste à utilisations multiples, examine et accepte la demande de participation du fournisseur, sauf si, en raison de la complexité du marché, elle n'est pas en mesure d'effectuer l'examen de la demande. Les entités contractantes font également en sorte que tout fournisseur ayant demandé à être inscrit sur la liste soit informé en temps utile de la décision le concernant.
8. Les entités contractantes des secteurs spéciaux peuvent utiliser comme avis de marché envisagé un avis invitant les fournisseurs à demander leur inscription sur une liste à utilisations multiples, et peuvent aussi exclure des demandes de participation émanant de fournisseurs non encore qualifiés pour un marché donné en invoquant le fait que l'entité contractante n'a pas eu suffisamment de temps pour examiner la demande.

---

<sup>18</sup> Il est à noter que, selon l'article 15.13:2 d) de l'accord Australie-Chili, une Partie "pourra exiger une expérience préalable, lorsque cela est pertinent, pour que les prescriptions concernant le marché soient satisfaites".

**Australie-Chili****Article 15.13: Conditions de participation**

1. Une Partie limitera les conditions de participation à un marché visé par le présent chapitre à celles nécessaires pour faire en sorte qu'un fournisseur ait les moyens de répondre aux prescriptions du marché.
2. En déterminant si un fournisseur satisfait aux conditions de participation, une Partie:
  - a) évaluera les capacités d'un fournisseur sur la base des activités commerciales dudit fournisseur tant sur le territoire de la Partie de l'entité contractante qu'en dehors de celui-ci;
  - b) fondera sa détermination uniquement sur la base des conditions qu'elle a spécifiées à l'avance dans les avis ou la documentation relative à l'appel d'offres;
  - c) ne pourra imposer la condition selon laquelle un fournisseur qui souhaite participer à l'adjudication d'un marché devra avoir préalablement obtenu un ou plusieurs marchés d'une entité contractante de cette Partie ou qu'il ait des antécédents professionnels sur le territoire de ladite Partie; et
  - d) pourra exiger une expérience préalable, lorsque cela est pertinent, pour que les prescriptions concernant le marché soient satisfaites.
3. Aucune disposition du présent article ne doit empêcher une Partie d'exclure un fournisseur d'un marché pour des motifs tels que:
  - a) la faillite;
  - b) de fausses déclarations; ou
  - c) des lacunes significatives ou persistantes dans l'exécution de toute prescription ou obligation majeure dans le cadre d'un contrat antérieur.
4. Lorsqu'une Partie demande aux fournisseurs d'être inscrits ou préqualifiés avant d'être autorisés à participer à un marché visé, cette Partie fera en sorte qu'un avis invitant les fournisseurs à demander leur inscription ou leur préqualification soit publié suffisamment tôt avant la passation de ce marché pour permettre aux fournisseurs intéressés, y compris les fournisseurs de l'autre Partie, de commencer et, dans la mesure compatible avec le fonctionnement efficace du processus de passation des marchés, d'achever les procédures d'enregistrement ou de qualification.
5. Les procédures d'enregistrement ou de qualification des fournisseurs et la durée nécessaire à ces procédures ne doivent pas être utilisées pour empêcher ou retarder l'inscription de fournisseurs de l'autre Partie sur une liste de fournisseurs ou empêcher ces fournisseurs d'être pris en considération pour un achat particulier.
6. Une Partie pourra établir une liste à utilisations multiples à condition de publier, annuellement ou de manière continue, un avis invitant les fournisseurs intéressés à demander à être inscrits sur la liste.

Cet avis devra inclure:

  - a) une description des biens et services, ou des catégories de biens et services, pour lesquels la liste peut être utilisée;
  - b) les conditions auxquelles les fournisseurs doivent satisfaire;

- c) le nom et l'adresse de l'entité contractante ou d'un autre organisme gouvernemental et les autres renseignements nécessaires pour contacter l'entité contractante et obtenir tous les documents pertinents relatifs à la liste; et
  - d) les délais pour la présentation des demandes d'inscription sur la liste, le cas échéant.
7. Une Partie qui tient une liste à utilisations multiples inclura dans cette liste tous les fournisseurs qui satisfont aux conditions établies dans l'avis mentionné au paragraphe 6 dans un délai raisonnablement court.

**États-Unis-Bahreïn<sup>19</sup>**  
**Article 9.7: Conditions de participation**

*Dispositions générales*

1. Lorsque l'entité contractante exige que les fournisseurs satisfassent aux conditions de participation, l'entité doit, sous réserve des autres dispositions du présent chapitre:
  - a) limiter les conditions de participation à celles qui sont essentielles pour s'assurer que le fournisseur possède les capacités juridiques, commerciales, techniques et financières nécessaires pour satisfaire aux exigences et aux spécifications techniques du marché;
  - b) évaluer les aptitudes financières, commerciales et techniques d'un fournisseur en fonction de ses activités commerciales globales, y compris ses activités tant sur le territoire de la Partie du fournisseur que, s'il y a lieu, sur le territoire de la Partie de l'entité contractante, et elle ne pourra pas imposer la condition selon laquelle, pour qu'un fournisseur participe à un projet de marché, il doit avoir été précédemment adjudicataire d'un ou de plusieurs marchés par une entité contractante de cette Partie ou qu'il possède une expérience professionnelle préalable sur le territoire de cette Partie;
  - c) baser sa décision de savoir si un fournisseur a satisfait aux conditions de participation uniquement au vu des conditions que l'entité contractante aura précisées à l'avance dans les avis ou les documents d'appel d'offres; et
  - d) permettre à tous les fournisseurs qui satisfont aux conditions de participation de participer au projet de marché.
2. Aucune disposition du présent article n'empêchera une entité contractante d'exclure un fournisseur d'un projet de marché pour des motifs tels que la faillite ou de fausses déclarations.
3. Lorsqu'une entité contractante exige des fournisseurs de satisfaire aux conditions de participation, elle doit publier un avis invitant les fournisseurs à présenter une demande de participation. L'entité devra publier l'avis suffisamment à l'avance pour donner assez de temps aux fournisseurs intéressés pour préparer et soumettre des demandes en réponse et à l'entité pour évaluer ces demandes et prendre sa décision en se basant sur de telles demandes.

---

<sup>19</sup> Les dispositions de l'accord États-Unis-Bahreïn sont reproduites ici à titre d'exemple du modèle utilisé dans les accords auxquels participent les États-Unis.

*Listes à utilisations multiples*

4. Une entité contractante pourra établir une liste à utilisations multiples à condition de publier annuellement sur un média imprimé ou électronique, ou de mettre autrement à disposition de manière continue, sous forme électronique, un avis invitant les fournisseurs intéressés à demander à être inscrits sur la liste. Cet avis devra inclure:
  - a) une description des biens ou services qui peuvent faire l'objet d'un marché au moyen de la liste;
  - b) les conditions de participation auxquelles les fournisseurs doivent satisfaire et les méthodes que l'entité contractante utilisera pour vérifier si un fournisseur satisfait aux conditions;
  - c) le nom et l'adresse de l'entité contractante et les autres renseignements nécessaires pour contacter l'entité ou l'organisme et obtenir tous les documents pertinents relatifs à la liste;
  - d) la date à laquelle la liste cesse d'être utilisée ou, si aucune date n'est indiquée, une indication de la méthode employée pour annoncer à l'avance qu'il est mis fin à l'utilisation de la liste;
  - e) tout délai pour la présentation des demandes d'inscription sur la liste; et
  - f) une indication du fait que la liste pourra être utilisée pour les marchés visés par le présent chapitre.
5. Une entité contractante qui tient une liste à utilisations multiples autorisera les fournisseurs à demander à tout moment d'être inscrits sur cette liste et inclura dans celle-ci tous les fournisseurs qui en font la demande et satisfont aux conditions de participation dans un délai raisonnablement court après cette demande.

*Renseignements relatifs aux décisions des entités contractantes*

6. Dans les cas où un fournisseur demande à participer à l'adjudication d'un marché visé, ou à être inscrit sur une liste à utilisations multiples, l'entité contractante communiquera à ce fournisseur, dans les moindres délais, sa décision concernant cette demande.
7. Si une entité contractante rejette une demande de participation à l'adjudication d'un marché visé ou d'inscription sur une liste à utilisations multiples, ou cesse de reconnaître la qualification d'un fournisseur, elle devra en informer le fournisseur dans les meilleurs délais et, sur demande du fournisseur, lui communiquer par écrit, dans les meilleurs délais, les raisons qui ont motivé sa décision.

**ALEAC-RD****Article 9.8: Prescriptions et conditions requises pour participer au marché**

[...]

2. Chaque entité contractante:
  - a) limitera les conditions de participation au marché à celles qui sont essentielles pour s'assurer que le fournisseur possède les capacités juridiques, techniques et financières nécessaires pour satisfaire aux exigences et aux spécifications techniques du marché;
  - b) reconnaîtra comme fournisseurs qualifiés tous les fournisseurs d'une autre Partie qui ont rempli les conditions de participation énoncées à l'article 9.6; et

c)	fondera ses déterminations en matière de qualification uniquement sur les conditions de participation qui ont été précisées à l'avance dans les avis ou dans la documentation relative à l'appel d'offres.
[...]	
4.	Aucune entité contractante ne peut poser comme condition de participation le fait que le fournisseur a déjà obtenu un ou plusieurs contrats auprès d'une entité contractante ou que le fournisseur a déjà une expérience d'activité sur le territoire d'une Partie. Une entité contractante évaluera les capacités financières et techniques d'un fournisseur sur la base de l'activité commerciale de ce fournisseur en dehors du territoire de la Partie dont relève l'entité contractante, ainsi que de l'éventuelle activité exercée sur le territoire de cette Partie.
5.	Une entité contractante informera, dans les moindres délais, tout fournisseur qui a soumis une demande de qualification de sa décision de le qualifier ou non. L'entité contractante qui rejette une demande de qualification ou qui ne reconnaît plus la qualification d'un fournisseur transmettra dans les moindres délais, à la demande du fournisseur intéressé, une explication écrite des motifs de ce rejet.
[...]	

#### F. RÈGLES DE PROCÉDURE CONCERNANT LES INVITATIONS À SOUMISSIONNER

36. L'article IX de l'AMP contient des règles de procédure détaillées concernant les invitations à soumissionner pour un marché envisagé. Les accords examinés comportent aussi des dispositions spécifiques relatives aux procédures à suivre avant le processus effectif d'appel d'offres, comme la publication d'un avis, ainsi qu'à sa forme et à sa teneur. Dans l'ensemble, ces règles tendent à être moins détaillées que celles figurant dans l'AMP.

AMP	
<u>Article IX: Invitation à soumissionner pour des marchés envisagés</u>	
1.	Conformément aux paragraphes 2 et 3, les entités feront paraître une invitation à soumissionner pour tous les marchés envisagés, sauf disposition contraire de l'article XV (appel d'offres limité). Cet avis paraîtra dans la publication appropriée qui est indiquée à l'Appendice II.
2.	L'invitation à soumissionner pourra prendre la forme d'un avis de projet de marché, décrit au paragraphe 6.
3.	Les entités énumérées aux Annexes 2 et 3 pourront utiliser pour l'invitation à soumissionner un avis de marché programmé, décrit au paragraphe 7, ou un avis concernant un système de qualification, décrit au paragraphe 9.
4.	Les entités qui utilisent pour l'invitation à soumissionner un avis de marché programmé inviteront ensuite tous les fournisseurs qui se seront déclarés intéressés à le confirmer sur la base de renseignements qui comprendront au moins ceux qui sont énumérés au paragraphe 6.
5.	Les entités qui utilisent pour l'invitation à soumissionner un avis concernant un système de qualification fourniront, sous réserve des considérations mentionnées au paragraphe 4 de l'article XVIII et en temps voulu, des renseignements qui permettront à tous ceux qui se seront déclarés intéressés d'avoir une occasion valable d'évaluer leur intérêt à soumissionner. Ces renseignements comprendront ceux que contiennent les avis visés aux paragraphes 6 et 8, pour autant que ces renseignements soient disponibles. Les renseignements fournis à un fournisseur intéressé seront communiqués de façon non discriminatoire aux autres fournisseurs intéressés.

6. Chaque avis de projet de marché visé au paragraphe 2 contiendra les renseignements suivants:
  - a) nature et quantité, y compris toutes options concernant des marchés complémentaires et, si possible, délai estimé pour l'exercice de ces options; dans le cas de marchés renouvelables, nature et quantité, et, si possible, délai estimé de publication des avis d'appel d'offres ultérieurs pour les produits ou services devant faire l'objet du marché;
  - b) caractère de la procédure: ouvert, sélectif ou comportant une négociation;
  - c) le cas échéant, date à laquelle commencera ou s'achèvera la livraison des produits ou services;
  - d) adresse et date limite pour le dépôt des demandes visant à obtenir une invitation à soumissionner ou la qualification pour inscription sur la liste des fournisseurs, ou pour la réception des soumissions, ainsi que langue ou langues autorisées pour leur présentation;
  - e) adresse de l'entité qui doit passer le marché et fournir les renseignements nécessaires pour l'obtention du cahier des charges et autres documents;
  - f) conditions de caractère économique et technique, garanties financières et renseignements exigés des fournisseurs;
  - g) montant et modalités de versement de toute somme à payer pour obtenir la documentation relative à l'appel d'offres; et
  - h) forme du marché faisant l'objet de l'appel d'offres: achat, crédit-bail, location ou location-vente, ou plusieurs de ces formes.
7. Chaque avis de marché programmé, visé au paragraphe 3, contiendra le maximum de renseignements énumérés au paragraphe 6 qui sera disponible. Il contiendra en tout état de cause les renseignements énumérés au paragraphe 8 et:
  - a) mention du fait que les fournisseurs intéressés devraient faire part à l'entité de leur intérêt pour le marché;
  - b) mention de la personne ou du service en contact avec l'entité auprès duquel des renseignements additionnels pourront être obtenus.
8. Pour chaque marché envisagé, l'entité publiera un avis résumé dans une des langues officielles de l'OMC. L'avis contiendra au moins les indications suivantes:
  - a) objet du marché;
  - b) délai de présentation des soumissions ou des demandes visant à obtenir une invitation à soumissionner; et
  - c) adresses où les documents relatifs au marché peuvent être demandés.
9. Dans le cas des procédures sélectives, les entités qui tiendront des listes permanentes de fournisseurs qualifiés feront paraître chaque année, dans l'une des publications indiquées à l'Appendice III, un avis contenant les renseignements ci-après:
  - a) énumération des listes existantes, y compris les intitulés de ces listes, en relation avec les produits ou services ou catégories de produits ou services devant faire l'objet de marchés sur la base de ces listes;



b)	conditions à remplir par les fournisseurs pour être inscrits sur ces listes, et méthodes de vérification de chacune de ces conditions par l'entité concernée; et
c)	durée de validité des listes et formalités de leur renouvellement.
	Dans les cas où un tel avis sera utilisé pour l'invitation à soumissionner, conformément au paragraphe 3, l'avis contiendra en outre les renseignements suivants:
d)	nature des produits ou services en question;
e)	mention du fait que l'avis constitue une invitation à soumissionner.
	Toutefois, dans les cas où la durée du système de qualification sera de trois ans ou moins, et si la durée du système est précisée dans l'avis et qu'il est également précisé que d'autres avis ne seront pas publiés, il suffira de publier l'avis une seule fois, au début de la période d'application du système. Un tel système ne sera pas utilisé de manière à tourner les dispositions du présent accord.
10.	Si, après la parution d'une invitation à soumissionner pour n'importe quel marché envisagé, mais avant la date fixée pour l'ouverture ou la réception des soumissions qui aura été précisée dans l'avis ou la documentation relative à l'appel d'offres, il devient nécessaire de modifier l'avis ou de le faire paraître de nouveau, la modification ou le nouvel avis recevra la même diffusion que les documents originaux qui ont fait l'objet de la modification. Tout élément d'information significatif communiqué à un fournisseur au sujet d'un marché envisagé particulier sera communiqué simultanément à tous les autres fournisseurs concernés, en temps utile pour leur permettre d'en tenir compte et d'agir en conséquence.
11.	Les entités préciseront, dans les avis visés dans le présent article ou dans la publication où les avis paraissent, que le marché est couvert par l'Accord.

37. Dans les **accords conclus par les États-Unis**, les règles de procédure portent sur l'obligation de publier un avis invitant à soumissionner ou à demander à présenter des soumissions, et les types de renseignements qui doivent y figurer (à savoir nom et adresse de l'entité contractante; description du marché et conditions de participation; adresse et délais pour la présentation des soumissions, pour les demandes de participation et pour la livraison des biens et services). En outre, il est habituellement spécifié que l'avis doit être publié sous une forme électronique ou imprimée largement diffusée et les entités contractantes sont encouragées à publier leurs projets de marchés le plus tôt possible au cours de chaque exercice budgétaire.

38. Il convient de noter qu'il existe toutefois des différences entre les accords conclus par les États-Unis. Par exemple, il n'y a pas dans l'accord **ALEAC-RD** (article 9.4) de prescription spécifiant la publication sous une forme électronique ou imprimée largement diffusée. L'accord **États-Unis-Pérou** (article 9.4) précise que les entités contractantes sont encouragées à publier par voie électronique par l'intermédiaire d'un point d'entrée unique. Enfin, les accords **États-Unis-Bahreïn** (article 9.4), **États-Unis-Pérou** (article 9.4) et **États-Unis-Oman** (article 9.4) prévoient que la méthode de passation des marchés utilisée doit être spécifiée dans l'avis, mais cette prescription ne figure pas dans les autres accords. Voici un extrait de l'accord États-Unis-Bahreïn à titre d'exemple.

**États-Unis-Bahreïn****Article 9.4: Publication de l'avis de projet de marché et du programme prévisionnel***Avis de projet de marché*

1. Pour chaque marché couvert, une entité contractante publiera un avis invitant les fournisseurs intéressés à soumettre des offres ("avis de projet de marché") ou, si nécessaire, des demandes de participation à l'adjudication de marché. L'avis sera publié sous une forme électronique ou imprimée largement diffusée et facilement accessible au public pour toute la durée de soumission des offres pour ce marché.
2. L'entité contractante inclura les renseignements ci-après dans chaque avis de marché envisagé:
  - a) le nom et l'adresse de l'entité contractante et les autres renseignements nécessaires pour la contacter et obtenir tous les documents pertinents relatifs au marché;
  - b) une description du marché et les conditions de participation;
  - c) le délai de livraison des biens et services;
  - d) la méthode de passation des marchés qui sera utilisée; et
  - e) l'adresse et le délai pour la présentation des soumissions et, si nécessaire, tout délai pour la présentation d'une demande de participation à une adjudication de marché, ainsi que le calendrier pour la livraison des biens ou services.

*Avis de marché programmé*

3. Chacune des Parties invitera ses entités contractantes à publier, le plus tôt possible durant chaque année fiscale, un avis concernant les marchés qu'elles ont programmés. L'avis devrait inclure l'objet de tout marché programmé et la date estimée de la publication de l'avis de marché envisagé. Lorsque l'avis est publié conformément à l'article 9.5.2 a), l'entité adjudicatrice pourra appliquer l'article 9.5.2 aux fins d'établir des délais plus courts pour les appels d'offres concernant les marchés visés par le présent chapitre.

39. Les articles pertinents des accords **Pérou-Singapour** (article 9.9) et **Canada-Pérou** (article 1405) contiennent des dispositions en matière de marchés envisagés qui sont similaires à celles des accords conclus par les États-Unis. L'accord **Australie-Chili** (article 15.8) prévoit aussi l'obligation de publier des avis de marchés envisagés mais leur forme et leur teneur sont moins détaillées. Une distinction est faite toutefois entre les avis concernant les procédures d'appel d'offres ouvertes et ceux concernant les procédures d'appel d'offres sélectives. Dans le cas des procédures d'appel d'offres ouvertes, les avis doivent être accessibles pendant toute la période de soumission.

**Pérou-Singapour****Article 9.9: Publication de l'avis de marché envisagé**

1. Pour chaque marché public visé par le présent chapitre, une entité contractante publiera à l'avance un avis invitant les fournisseurs intéressés à soumissionner ("avis de marché envisagé"), sauf disposition contraire de l'article 9.13. Cet avis sera publié dans un média électronique désigné officiellement et mentionné dans l'Annexe 9B ("Médias électroniques désignés officiellement pour la publication de renseignements concernant les marchés publics"). Ces avis resteront accessibles pendant toute la période de soumission.

2. Chaque avis de marché envisagé contiendra une description du marché public, toutes les conditions que devront remplir les fournisseurs pour participer à la passation de marché, le nom de l'entité contractante qui publie l'avis, l'adresse à laquelle les fournisseurs pourront obtenir tous les documents relatifs au marché, l'heure limite de soumission des offres et les dates de livraison des produits ou des services à fournir.
3. Chacune des Parties encouragera ses entités contractantes à publier, le plus tôt possible au cours de l'année fiscale, les renseignements relatifs aux plans d'attribution des marchés des entités contractantes, publiés dans un média électronique désigné officiellement et mentionné dans l'Annexe 9B ("Médias électroniques désignés officiellement pour la publication de renseignements concernant les marchés publics"). Lorsque ces renseignements sont publiés, l'entité contractante pourra appliquer l'article 9.10 ("Délai du processus de présentation des soumissions") aux fins d'établir des délais plus courts pour les appels d'offres.

#### **Australie-Chili**

##### Article 15.8: Publication de l'avis de marché envisagé

1. Dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouverte, une entité contractante publiera à l'avance un avis invitant les fournisseurs intéressés à soumissionner ("avis de marché envisagé") de manière à ce que ces avis soient facilement accessibles à tout fournisseur intéressé de l'autre Partie pendant toute la période de soumission.
2. Chaque avis de marché envisagé contiendra une description du marché, toutes les conditions que devront remplir les fournisseurs pour participer à la passation de marché, le nom de l'entité contractante, l'adresse à laquelle les fournisseurs pourront obtenir tous les documents relatifs au marché et les délais de soumission des offres.
3. Lorsque, dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres sélective, une entité contractante publie un avis invitant à présenter des demandes de participation à un marché, cet avis sera publié de manière à être facilement accessible à tout fournisseur intéressé de l'autre Partie.

40. Dans l'accord **CE-CARIFORUM**, les invitations à participer à un marché figurent à l'article 168 ("Transparence des marchés publics") qui combine des éléments des articles IX et XVII de l'AMP. Des dispositions détaillées sont énoncées concernant la publication des lois, réglementations et décisions judiciaires et administratives relatives aux marchés visés par cet accord, ainsi que la publication et la diffusion des appels d'offres. Les prescriptions concernant la forme et la teneur des avis sont généralement similaires à celles de l'article IX de l'AMP et des accords conclus par les États-Unis, avec des dispositions relatives à la diffusion en ligne des appels d'offres, à la spécification de la méthode de passation des marchés et à la publication des projets de marchés futurs.

#### G. DÉLAIS POUR LA PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS ET LA LIVRAISON

41. Ainsi qu'il a été signalé dans le document S/WPGR/W/49, les accords examinés contiennent pour la plupart des prescriptions spécifiques concernant les délais pour la préparation, la présentation et la réception des soumissions avant la clôture des procédures d'appel d'offres. À quelques différences de détail près, ces dispositions reproduisent en général les prescriptions spécifiées à l'article XI de l'AMP.

**AMP****Article XI: Délais pour la présentation des soumissions et la livraison***Dispositions générales*

1.
  - a) Tout délai fixé devra être suffisant pour permettre aux fournisseurs des autres Parties ainsi qu'aux fournisseurs nationaux de préparer et de déposer leurs soumissions avant la clôture des procédures d'appel d'offres. En fixant ce délai, les entités tiendront compte, d'une manière compatible avec leurs besoins raisonnables, d'éléments tels que la complexité du marché envisagé, l'importance des sous-traitances à prévoir, et le temps normalement nécessaire pour l'acheminement des soumissions, par la poste, de l'étranger aussi bien que du pays même.
  - b) Chaque Partie fera en sorte que ses entités tiennent dûment compte des délais de publication lorsqu'elle fixera la date limite pour la réception des soumissions ou pour le dépôt des demandes visant à obtenir une invitation à soumissionner.

*Délais*

2. Sauf dans la mesure où le paragraphe 3 en dispose autrement,
  - a) dans les procédures ouvertes, le délai de réception des soumissions ne sera pas inférieur à 40 jours à compter de la parution de l'avis mentionné au paragraphe 1 de l'article IX;
  - b) dans les procédures sélectives qui ne comportent pas l'utilisation d'une liste permanente de fournisseurs qualifiés, le délai de présentation d'une demande à l'effet d'être invité à soumissionner ne sera pas inférieur à 25 jours à compter de la parution de l'avis mentionné au paragraphe 1 de l'article IX; le délai de réception des soumissions ne sera en aucun cas inférieur à 40 jours à compter de l'envoi de l'invitation à soumissionner;
  - c) dans les procédures sélectives qui comportent l'utilisation d'une liste permanente de fournisseurs qualifiés, le délai de réception des soumissions ne sera pas inférieur à 40 jours à compter de l'envoi initial des invitations à soumissionner, que la date de l'envoi initial des invitations à soumissionner coïncide ou non avec celle de la parution de l'avis mentionné au paragraphe 1 de l'article IX.
3. Les délais mentionnés au paragraphe 2 pourront être écourtés dans les circonstances suivantes:
  - a) si un avis séparé a été publié entre 40 jours et 12 mois au maximum à l'avance, et que cet avis contient au moins:
    - i) le maximum de renseignements énumérés au paragraphe 6 de l'article IX qui sera disponible;
    - ii) les renseignements énumérés au paragraphe 8 de l'article IX;
    - iii) mention du fait que les fournisseurs intéressés devraient faire part à l'entité de leur intérêt pour le marché; et
    - iv) mention de la personne ou du service en contact avec l'entité auprès duquel des renseignements additionnels pourront être obtenus, le délai de 40 jours fixé pour la réception des soumissions pourra être remplacé par un délai suffisamment long pour permettre aux intéressés de présenter des soumissions valables et qui, en règle générale, ne sera pas inférieur à 24 jours, mais qui ne sera en aucun cas inférieur à dix jours;

- |    |   |
|----|---|
| b) | s'il s'agit d'une deuxième publication ou d'une publication ultérieure concernant des marchés renouvelables au sens du paragraphe 6 de l'article IX, le délai de 40 jours fixé pour la réception des soumissions pourra être ramené à 24 jours au minimum;  |
| c) | lorsque l'urgence dûment établie par l'entité rendra inobservables les délais en question, les délais spécifiés au paragraphe 2 pourront être écourtés, mais ils ne seront en aucun cas inférieurs à dix jours à compter de la parution de l'avis mentionné au paragraphe 1 de l'article IX; ou   |
| d) | s'il s'agit de marchés passés par les entités énumérées aux Annexes 2 et 3, les délais mentionnés au paragraphe 2 c) pourront être fixés par accord mutuel entre l'entité et les fournisseurs sélectionnés. En l'absence d'accord, l'entité pourra fixer des délais qui seront suffisamment longs pour permettre aux intéressés de présenter des soumissions valables et qui ne seront en aucun cas inférieurs à dix jours. |
4. D'une manière compatible avec les besoins raisonnables de l'entité, toute date de livraison devra être fixée en tenant compte d'éléments tels que la complexité du marché envisagé, l'importance des sous-traitances à prévoir, et le temps objectivement nécessaire à la production, à la sortie de stock et au transport des marchandises à partir des lieux d'où elles sont fournies ou à la fourniture des services.

42. Bien que les délais effectifs puissent différer d'un accord à l'autre, tous les accords examinés contiennent une disposition générale spécifiant que les fournisseurs de l'autre Partie devraient disposer du temps nécessaire pour présenter des demandes ou des soumissions avant la clôture de la procédure. Dans les **accords conclus par les États-Unis**, les dispositions relatives aux délais sont généralement similaires à celles de l'AMP, à quelques différences près concernant le niveau de détail et le nombre de jours. Dans l'accord **États-Unis-Australie** (article 15.5), le délai d'au moins 40 jours pour la réception des soumissions prévu à l'article XI de l'AMP est réduit à 30 jours. Il est spécifié en outre qu'en cas de procédure sélective, l'avis devrait indiquer des délais sauf lorsqu'un avis comportant une liste permanente a déjà pu être consulté sous forme électronique pendant une période raisonnable.

43. Dans l'accord **États-Unis-Pérou** (article 9.5), le délai de présentation des soumissions peut être réduit à 30 jours si l'appel d'offres a été publié sous forme électronique et si la documentation relative à l'appel d'offres était disponible simultanément par voie électronique. Tous les accords spécifient certaines circonstances (dont l'achat de produits et de services commerciaux et l'utilisation de la voie électronique) dans lesquelles le délai de réception des soumissions peut être inférieur à 40 jours<sup>20</sup> mais en aucun cas inférieur à dix jours. En outre, à l'exception des accords **États-Unis-Maroc** (article 9.5) et **ALEAC-RD** (article 9.5), une entité contractante exigera que tous les fournisseurs participants présentent leurs soumissions en vue d'une échéance commune.

- |  |  |
|--|--|
| <b>États-Unis-Australie</b> <sup>21</sup><br><u>Article 15.5: Délais</u> |  |
| 1.   | Une entité contractante fixera, pour les appels d'offres, des délais suffisants pour permettre aux fournisseurs de présenter des demandes de participation à un marché visé par le présent chapitre, y compris conformément à l'article 15.7.7 b) et c), et de préparer et de déposer des soumissions valables, en tenant compte de la nature et de la complexité du marché. |
| 2.   | Sauf dans les cas prévus aux paragraphes 3 et 4, une entité contractante établira que l'échéance pour la présentation des soumissions sera fixée à 30 jours, au plus tôt,  |

<sup>20</sup> Ou 30 jours dans le cas de l'accord États-Unis-Australie.

<sup>21</sup> ...

	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) après la date à laquelle l'avis de marché envisagé est publié; ou</li> <li>b) dans les cas où l'entité a eu recours à une procédure d'appel d'offres sélective, après la date à laquelle l'entité a invité les fournisseurs à présenter des soumissions.</li> </ul>
3.	<p>Dans les circonstances ci-après, une entité contractante pourra établir un délai pour la présentation des soumissions inférieur à 30 jours, sous réserve que ce délai soit suffisant pour permettre aux fournisseurs de préparer et de présenter des soumissions valables et qu'il ne soit en aucun cas inférieur à dix jours:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) dans les cas où l'entité contractante a publié un avis distinct, y compris un avis de marché programmé au titre de l'article 15.4.3, au moins 30 jours et pas plus de 12 mois à l'avance, et que cet avis distinct contient une description du marché, les délais pour la présentation des soumissions ou, le cas échéant, les demandes de participation à l'adjudication d'un marché, ainsi que l'adresse auprès de laquelle les documents relatifs au marché peuvent être obtenus;</li> <li>b) dans les cas où l'entité contractante achète des biens ou des services commerciaux;</li> <li>c) s'il s'agit d'une deuxième publication ou d'une publication ultérieure d'un avis relatif à un marché renouvelable; ou</li> <li>d) dans les cas où un état d'urgence dûment confirmé par l'entité contractante rend irréalisables les délais spécifiés au paragraphe 1.</li> </ul>
4.	<p>Lorsqu'une entité contractante publie un avis de marché envisagé en conformité avec l'article 15.4 dans un média électronique ou, dans le cas d'un appel d'offres sélectif, publie une invitation à soumissionner par le biais d'un média électronique et fournit, dans la mesure du possible, la documentation relative à l'appel d'offres par le biais d'un média électronique, elle pourra réduire le délai pour la présentation des soumissions de cinq jours au plus. En aucun cas l'entité contractante ne ramènera les délais à moins de dix jours à compter de la date à laquelle l'avis de marché envisagé est publié.</p>
5.	<p>Dans les cas où une entité contractante entend limiter la présentation de soumissions à tous les fournisseurs dont elle a déterminé qu'ils ont satisfait aux conditions de participation, sauf lorsqu'un avis relatif à une liste permanente a déjà pu être consulté sous format électronique pendant une période raisonnable, elle inclura dans l'invitation à soumissionner le délai pour la présentation des demandes. Toutes les conditions de participation à une procédure d'appel d'offres seront publiées suffisamment tôt pour permettre aux fournisseurs intéressés de l'autre Partie de commencer et, dans la mesure compatible avec le fonctionnement efficace du processus de passation des marchés, d'achever les procédures d'enregistrement et de qualification dans le délai prévu pour l'appel d'offres.</p>
6.	<p>Une entité contractante exigera que tous les fournisseurs participants présentent leurs soumissions en vue d'une échéance commune. Il demeure entendu que cette prescription s'applique également dans les cas où:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) parce qu'il est nécessaire de modifier des renseignements communiqués aux fournisseurs pendant le processus de passation du marché, l'entité contractante prolonge le délai des procédures de qualification ou d'appel d'offres; ou</li> <li>b) les négociations sont achevées et les fournisseurs sont autorisés à présenter de nouvelles soumissions.</li> </ul>

44. Dans l'accord **CE-CARIFORUM**, les délais sont énoncés moins en détail que dans l'article XI de l'AMP: seuls sont prévus des principes généraux, comme des dates limites et des délais communs qui soient compatibles avec les besoins raisonnables des entités contractantes. Par rapport à la référence établie par l'AMP, qui est de 40 jours, l'accord entre le **Pérou et Singapour** réduit à

21 jours le délai de présentation des soumissions. Dans certaines circonstances, et si aucune prescription en matière de qualification des fournisseurs n'a été précisée, le délai peut être inférieur à 21 jours mais en aucun cas à dix jours. Les circonstances autorisant des réductions sont similaires à celles prévues à l'article XI:3. Dans les **accords Australie-Chili et Canada-Pérou**, les délais et conditions sont similaires à ceux prévus dans l'accord États-Unis-Australie. Toutefois, en cas d'emploi de la voie électronique, le délai ne peut être réduit que de cinq jours.

**CE-CARIFORUM**

Article 178

Délais

1. Lors de la fixation des délais devant être appliqués aux marchés visés au présent chapitre, les entités contractantes tiennent compte, d'une manière compatible avec leurs besoins raisonnables, d'éléments tels que la complexité du marché envisagé et le temps normalement nécessaire pour l'acheminement des soumissions.
2. Les parties et les États signataires du CARIFORUM font en sorte que leurs entités contractantes tiennent dûment compte des délais de publication lorsqu'ils fixent la date limite pour la réception des soumissions ou pour le dépôt des demandes de participation ou de qualification en vue de figurer sur la liste des fournisseurs. Ces délais, y compris toute prorogation, sont les mêmes pour tous les fournisseurs intéressés ou participants.
3. Les entités contractantes indiquent clairement les délais applicables à tout marché spécifique dans l'avis de marché envisagé et/ou le dossier d'appel d'offres.

**Pérou-Singapour**

Article 9.10: Délai du processus de présentation des soumissions

1. Une entité contractante prévoira un délai suffisant afin de permettre aux fournisseurs de préparer et de présenter des soumissions valables, en tenant compte de la nature et de la complexité du marché. Une entité contractante prévoira au moins vingt et un (21) jours entre la date de publication de l'appel d'offres et la date de soumission des offres.
2. Nonobstant le paragraphe 1, si aucune prescription en matière de qualification des fournisseurs n'a été précisée, une entité contractante pourra prévoir un délai inférieur à vingt et un (21) jours, mais en aucun cas inférieur à dix (10) jours, dans les cas suivants:
  - a) lorsque l'entité contractante a publié un avis distinct contenant les renseignements spécifiés au paragraphe 3 de l'article 9.9 ("Publication de l'avis de marché envisagé") dans un média électronique désigné officiellement et mentionné dans l'Annexe 9B ("Médias électroniques désignés officiellement pour la publication de renseignements concernant les marchés publics") entre vingt et un (21) jours et douze (12) mois à l'avance;
  - b) s'il s'agit d'une deuxième publication ou d'une publication ultérieure d'un avis relatif à un marché renouvelable;
  - c) lorsqu'un état d'urgence dûment confirmé par l'entité contractante rend irréalisables les délais spécifiés dans le paragraphe 1; ou
  - d) lorsque l'entité contractante a publié un avis de marché envisagé par voie électronique dans un média électronique désigné officiellement et mentionné dans l'Annexe 9B ("Médias électroniques désignés officiellement pour la publication de renseignements concernant les marchés publics").

**Australie-Chili**  
**Article 15.10: Délais**

1. Une entité contractante fixera, pour les appels d'offres, des délais suffisants pour permettre aux fournisseurs de préparer et de déposer des soumissions valables, en tenant compte de la nature et de la complexité du marché et du fonctionnement efficace de la procédure. Le délai accordé pour la présentation des soumissions ne sera pas fixé dans l'intention de placer des fournisseurs de l'autre Partie ou des fournisseurs offrant des biens ou des services de l'autre Partie dans une situation de désavantage concurrentiel en présentant des soumissions conformément aux exigences indiquées dans la documentation relative à l'appel d'offres.
2. Sauf dans les cas prévus aux paragraphes 3 et 4, une entité contractante établira que l'échéance pour la présentation des soumissions sera fixée à 30 jours, au plus tôt,
  - a) après la date à laquelle l'avis de marché envisagé est publié; ou
  - b) dans les cas où l'entité a eu recours à une procédure d'appel d'offres sélective, après la date à laquelle l'entité a invité les fournisseurs à présenter des soumissions.
3. Dans les circonstances ci-après, une entité contractante pourra établir un délai pour la présentation des soumissions inférieur à 30 jours, sous réserve que ce délai soit suffisant pour permettre aux fournisseurs de préparer et de présenter des soumissions valables et qu'il ne soit en aucun cas inférieur à dix jours:
  - a) dans les cas où l'entité contractante a publié un avis distinct, y compris un avis de marché programmé au titre de l'article 15.9, au moins 30 jours et pas plus de 12 mois à l'avance, et que cet avis distinct contient:
    - i) une description du marché;
    - ii) les délais pour la présentation des soumissions ou, le cas échéant, les demandes de participation à l'adjudication d'un marché; ainsi
    - iii) que l'adresse auprès de laquelle les documents relatifs au marché peuvent être obtenus;
  - b) dans les cas où l'entité contractante achète des biens ou des services commerciaux qui sont vendus ou proposés à la vente et achetés habituellement par des acheteurs autres que les pouvoirs publics à des fins non gouvernementales, y compris les biens et services avec des modifications habituellement apportées sur le marché commercial, ainsi que des modifications mineures qui ne sont habituellement pas apportées sur le marché commercial;
  - c) s'il s'agit d'une deuxième publication ou d'une publication ultérieure d'un avis relatif à un marché renouvelable;
  - d) dans les cas où un état d'urgence dûment confirmé par l'entité contractante rend irréalisables les délais spécifiés au paragraphe 2; ou
  - e) lorsque le marché envisagé porte sur des biens ou des services qui peuvent être spécifiés aisément et objectivement et qui supposent raisonnablement moins d'effort dans la préparation et la présentation de soumissions valables.



4. Une entité contractante pourra réduire le délai pour la présentation des soumissions de cinq jours au plus:
  - a) lorsqu'elle publie un avis de marché envisagé dans un média électronique; ou
  - b) dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres sélectif, lorsqu'elle publie une invitation à soumissionner par le biais d'un média électronique; et fournit, dans la mesure du possible, la documentation relative à l'appel d'offres par le biais d'un média électronique.
5. L'application du paragraphe 4 n'entraînera en aucun cas la réduction à moins de dix jours du délai de présentation des soumissions.
6. Une entité contractante exigera que tous les fournisseurs participants présentent leurs soumissions en vue d'une échéance commune.

#### H. DOCUMENTATION RELATIVE À L'APPEL D'OFFRES

45. Les dispositions des accords examinés concernant la documentation relative à l'appel d'offres s'inspirent de l'article XII de l'AMP mais sont généralement moins détaillées. Dans l'AMP, l'entité contractante a l'obligation générale de communiquer aux fournisseurs tous les renseignements nécessaires à la présentation de soumissions valables. Les types de renseignements à fournir comprennent l'adresse de l'entité à qui les soumissions devraient être envoyées, les critères d'adjudication et les modalités de paiement. Les entités doivent en outre communiquer la documentation relative à l'appel d'offres à tout fournisseur participant à une procédure ouverte ou demandant à participer à une procédure sélective. Il sera répondu dans les moindres délais à toute demande raisonnable d'explication, pour autant que celle-ci ne donne pas un avantage au fournisseur sur ses concurrents dans le processus.

#### **AMP** **Article XII**

##### *Documentation relative à l'appel d'offres*

1. Si, dans des procédures d'appel d'offres, une entité autorise la présentation des soumissions en plusieurs langues, l'une de ces langues sera une des langues officielles de l'OMC.
2. La documentation relative à l'appel d'offres remise aux fournisseurs contiendra tous les renseignements nécessaires pour qu'ils puissent présenter des soumissions valables, notamment les renseignements qui doivent être publiés dans l'avis de marché envisagé, à l'exception de ceux qui sont mentionnés au paragraphe 6 g) de l'article IX, ainsi que les renseignements suivants:
  - a) l'adresse de l'entité à qui les soumissions devraient être envoyées;
  - b) l'adresse où les demandes d'information complémentaire devraient être envoyées;
  - c) la ou les langues à employer pour la présentation des soumissions et documents d'accompagnement;
  - d) la date limite et le délai de réception des soumissions, ainsi que la période pendant laquelle toute soumission devrait pouvoir être acceptée;
  - e) les personnes admises à assister à l'ouverture des soumissions et la date, l'heure et le lieu de cette ouverture;

f)	les conditions de caractère économique et technique, les garanties financières et les renseignements ou pièces, exigés des fournisseurs;
g)	la description complète des produits ou services demandés ou de toutes exigences, y compris les spécifications techniques et la certification de conformité, auxquelles il faut satisfaire, et les plans, dessins et instructions nécessaires;
h)	les critères d'adjudication, y compris tous les éléments, autres que le prix, qui seront pris en considération lors de l'évaluation des soumissions, et les éléments des coûts à prendre en compte pour l'évaluation des prix de soumission, tels que frais de transport, d'assurance et d'inspection et, dans le cas de produits ou services d'autres Parties, droits de douane et autres impositions à l'importation, taxes et monnaie du paiement;
i)	les modalités de paiement;
j)	toutes autres modalités et conditions;
k)	conformément à l'article XVII, les modalités et conditions, s'il en existe, suivant lesquelles les soumissions émanant de pays qui ne sont pas Parties au présent accord, mais qui appliquent les procédures prévues à cet article, seront admises.
<i>Communication, par les entités, de la documentation relative à l'appel d'offres</i>	
3.	<p>a) Dans les procédures ouvertes, les entités communiqueront la documentation relative à l'appel d'offres à tout fournisseur participant qui en fera la demande, et répondront dans les moindres délais à toute demande raisonnable d'explications concernant cette documentation.</p> <p>b) Dans les procédures sélectives, les entités communiqueront la documentation relative à l'appel d'offres à tout fournisseur qui demandera à participer et répondront dans les moindres délais à toute demande raisonnable d'explications concernant cette documentation.</p> <p>c) Les entités répondront dans les moindres délais à toute demande raisonnable de renseignements pertinents concernant l'appel d'offres qui sera faite par un fournisseur participant, pour autant que ces renseignements ne donnent pas à ce fournisseur un avantage sur ses concurrents dans la procédure d'adjudication.</p>

46. Tous les **accords conclus par les États-Unis** en tant que Partie suivent généralement le même modèle en ce qui concerne la documentation relative à l'appel d'offres, à quelques légères différences près. Les types d'informations à communiquer au fournisseur sont similaires à ceux indiqués dans l'AMP mais sont moins détaillés. Par exemple, il n'y a pas de conditions concernant les langues employées dans la présentation des soumissions ou la communication, par les entités, de la documentation relative à l'appel d'offres. En revanche, les conditions énoncées comprennent certaines prescriptions qui ne figurent pas dans l'AMP, comme la spécification de l'importance relative des critères utilisés dans l'adjudication des contrats (sauf lorsque le prix constitue le facteur déterminant).<sup>22</sup> Sont également prévues des dispositions pour le cas où une entité contractante modifierait les critères ou les prescriptions techniques énoncés dans un avis ou dans la documentation relative à l'appel d'offres.

<sup>22</sup> La prescription concernant l'"importance relative" des critères n'est pas spécifiée dans l'accord États-Unis-Australie.

**États-Unis-Bahreïn<sup>23</sup>**

**Article 9.6: Information sur le projet de marché**

*Documentation relative à l'appel d'offres*

1. L'entité contractante fournira à tout fournisseur intéressé une documentation relative à l'appel d'offres contenant toutes les informations nécessaires pour leur permettre de préparer et de présenter des offres en réponse. Sauf si l'avis de projet de marché contient déjà ces renseignements, cette documentation devra contenir une description complète sur:
  - a) le marché, y inclus la nature, la portée et, s'ils sont quantifiables, la quantité des biens ou services à fournir et toutes les exigences à satisfaire, y compris les spécifications techniques, la certification de conformité, les plans, les dessins ou les instructions nécessaires;
  - b) toutes les conditions de participation, y compris l'éventuelle garantie financière, l'information ou les documents que les fournisseurs sont tenus de soumettre;
  - c) tous les critères, y compris tous les éléments des coûts, qui seront pris en considération lors de l'adjudication du contrat, et l'importance relative de ces critères;
  - d) la date, l'heure et le lieu de l'ouverture des soumissions; et
  - e) toutes les autres modalités ou conditions, y compris les modalités de paiement concernant le marché.
2. L'entité contractante devra, dans les plus brefs délais:
  - a) fournir, sur demande, la documentation relative à l'appel d'offres à tout fournisseur participant au projet de marché; et
  - b) répondre à toute demande raisonnable d'information pertinente qui sera faite par un fournisseur participant, à condition que cette information ne donne pas à ce fournisseur un avantage sur ses concurrents dans la procédure d'adjudication.

(...)

*Modifications*

8. Si, au cours de la procédure d'adjudication, une entité contractante modifie les critères ou les exigences techniques énoncés dans un avis ou dans la documentation d'appel d'offres communiquée aux fournisseurs participants, ou amende et publie de nouveau l'avis ou la documentation d'appel d'offres, elle communiquera par écrit toute modification ou l'avis ou la documentation d'appel d'offres amendé ou publié de nouveau:
  - a) à tous les fournisseurs qui participent à la procédure au moment où l'information est modifiée ou amendée, s'ils sont connus, et dans tous les autres cas, de la même manière qu'elle avait communiqué l'information initiale; et
  - b) en temps adéquat pour permettre à ces fournisseurs de modifier leurs offres initiales et de les soumettre de nouveau comme il convient.

---

<sup>23</sup> À titre d'exemple du modèle utilisé dans les accords auxquels participent les États-Unis. Ainsi qu'il a été expliqué, on doit noter qu'il existe des différences entre ces accords.

47. Dans l'accord **ALEAC-RD**, les dispositions concernant la documentation relative à l'appel d'offres (article 9.6) n'énoncent pas les types d'informations à fournir mais incluent la condition de l'importance relative des critères utilisés dans l'adjudication des marchés et la modification des critères, avec une flexibilité additionnelle autorisant chacune des Parties d'Amérique centrale et la République dominicaine à procéder à ces modifications avant l'ouverture des soumissions. Les États-Unis peuvent procéder à ces modifications avant l'adjudication du contrat.

**ALEAC-RD**

Article 9.6: Documentation relative à l'appel d'offres

1. Une entité contractante communiquera aux fournisseurs intéressés une documentation relative à l'appel d'offres contenant tous les renseignements nécessaires pour leur permettre de préparer et de présenter des soumissions valables. La documentation contiendra tous les critères d'attribution des marchés, y compris tous les facteurs coûts, et les pondérations ou, lorsque cela est approprié, les valeurs relatives, que l'entité va affecter à ces critères lors de l'évaluation des offres.
2. Une entité contractante pourra satisfaire au paragraphe 1 en publiant la documentation par voie électronique accessible à tous les fournisseurs intéressés. Si une entité contractante ne publie pas toute la documentation relative à l'appel d'offres par voie électronique accessible à tous les fournisseurs intéressés, elle mettra, à la demande de l'un des fournisseurs, et dans les moindres délais, la documentation au format papier à sa disposition.
3. Si, lors du processus de passation d'un marché, une entité contractante modifie les critères énoncés dans le paragraphe 1<sup>1</sup>, elle devra transmettre, par écrit, toutes ces modifications:
  - a) à tous les fournisseurs participant à l'appel d'offres au moment de la modification des critères, si leur identité est connue, et, dans les cas où les identités des fournisseurs participants ne sont pas connues, de la même façon que les renseignements initiaux avaient été transmis; et
  - b) en temps opportun pour permettre à ces fournisseurs de modifier leurs soumissions et de les présenter à nouveau, le cas échéant.

---

<sup>1</sup> Chacune des Parties d'Amérique centrale et la République dominicaine peuvent procéder à ces modifications avant l'ouverture des soumissions. Les États-Unis peuvent procéder à ces modifications avant l'adjudication du contrat.

48. L'accord **Canada-Pérou** (article 1407) contient des dispositions concernant la documentation relative à l'appel d'offres qui sont similaires à celles figurant dans les accords auxquels participent les États-Unis. Des dispositions similaires dans d'autres accords sont formulées en termes plus généraux. L'accord **Australie-Chili** (article 15.11) comporte l'obligation générale d'inclure toutes les informations nécessaires à la préparation et à la présentation de soumissions valables et tous les critères utilisés dans l'adjudication des contrats, mais n'énonce pas les types d'informations à fournir. Il existe une obligation similaire dans l'accord **Pérou-Singapour** (article 9.11), avec la prescription additionnelle suivante: la documentation relative à l'appel d'offres devrait être publiée sur Internet ou sur un réseau de télécommunications informatique publiquement accessible et comparable.

**Canada-Pérou**

**Article 1407: Spécifications techniques et documentation relative à l'appel d'offres**

*Documentation relative à l'appel d'offres*

6. Une entité contractante met à la disposition des fournisseurs une documentation relative à l'appel d'offres contenant tous les renseignements nécessaires pour qu'ils puissent établir et présenter des soumissions valables. Sauf si elles figurent déjà dans l'avis de marché envisagé, cette documentation contient une description complète des éléments suivants:
  - a) le marché, y compris la nature et la quantité des produits ou des services à fournir, ou une estimation de cette quantité si elle n'est pas connue, et toutes prescriptions à remplir, y compris, les spécifications techniques, la certification de l'évaluation de conformité, les plans, les dessins et les instructions;
  - b) toutes conditions de participation des fournisseurs, notamment la liste des informations et des documents qu'ils doivent communiquer relativement auxdites conditions;
  - c) tous les critères d'évaluation qui doivent présider à l'attribution du marché et, sauf si le prix est le seul critère, l'importance relative de ces critères;
  - d) s'il est prévu une ouverture publique des soumissions, la date, l'heure et le lieu de cette ouverture;
  - e) toutes autres modalités ou conditions pertinentes pour l'évaluation des soumissions.
7. Une entité contractante répond dans les moindres délais à toute demande raisonnable de renseignements pertinents que lui adresse un fournisseur participant à la passation d'un marché visé au présent chapitre. Toutefois, elle ne communique pas de renseignements relatifs à un marché déterminé d'une manière qui donnerait au fournisseur qui les demande un avantage sur ses concurrents à l'égard de ce marché.

*Modifications*

8. Lorsqu'une entité contractante, avant l'attribution d'un marché, modifie les critères ou les conditions énoncés dans l'avis de marché envisagé ou la documentation relative à l'appel d'offres communiqués aux fournisseurs participants, modifie cet avis ou cette documentation, ou les fait paraître à nouveau, elle communique tous ces documents modifiés ou nouveaux documents, ou toutes ces modifications par écrit:
  - a) à tous les fournisseurs participant à la passation du marché au moment de la modification ou de la nouvelle publication, si elle sait quels sont ces fournisseurs, et, dans tous les autres cas, de la même manière que les premiers renseignements ou documents; et
  - b) en temps utile pour permettre auxdits fournisseurs de modifier leurs soumissions et de présenter les soumissions modifiées, s'il y a lieu.

**Australie-Chili****Article 15.11: Documentation relative à l'appel d'offres**

1. À la demande de l'un des fournisseurs participant à un marché visé, une entité contractante communiquera, ou publiera dans les moindres délais, une documentation relative à l'appel d'offres contenant tous les renseignements nécessaires pour permettre aux fournisseurs de préparer et de présenter des soumissions valables. Cette documentation contiendra tous les critères d'attribution des marchés.
2. Dans les cas où une entité contractante, au cours de l'adjudication d'un marché visé par le présent chapitre, modifie un avis ou la documentation relative à l'appel d'offres communiquée aux fournisseurs participants, elle publiera ou transmettra toutes les modifications par écrit:
  - a) à tous les fournisseurs qui participent à l'adjudication du marché au moment de la modification de l'avis ou de la documentation relative à l'appel d'offres, si les identités de ces fournisseurs sont connues, et, dans tous les autres cas, de la même manière que pour les renseignements originaux; et
  - b) en temps opportun pour permettre à ces fournisseurs de modifier leurs soumissions et de les présenter à nouveau, le cas échéant.
3. Une entité contractante répondra dans les moindres délais à toute demande raisonnable de renseignements pertinents émanant d'un fournisseur qui participe au marché. Une entité contractante peut établir un délai raisonnable pour demander des renseignements pertinents.
4. Les entités contractantes ne fourniront pas de renseignements concernant un marché spécifique d'une manière qui aurait pour effet de donner à un fournisseur potentiel un avantage indu sur ses concurrents.

**Pérou-Singapour****Article 9.11: Documentation relative à l'appel d'offres et spécifications techniques****Documentation relative à l'appel d'offres**

1. Une entité contractante communiquera aux fournisseurs intéressés une documentation relative à l'appel d'offres contenant tous les renseignements nécessaires pour leur permettre de préparer et de présenter des soumissions valables. La documentation contiendra tous les critères d'attribution des marchés, y compris tous les facteurs coûts, et les pondérations ou, lorsque cela est approprié, les valeurs relatives, que l'entité contractante va affecter à ces critères lors de l'évaluation des offres.
2. Dans la mesure du possible, une entité contractante devrait publier la documentation pertinente relative à l'appel d'offres sur Internet ou sur un réseau de télécommunications informatique publiquement accessible et comparable, ouvertement accessible à tous les fournisseurs. Lorsque l'entité contractante ne publie pas toute la documentation relative à l'appel d'offres par voie électronique, elle mettra cette documentation par écrit à la disposition de tout fournisseur qui en fera la demande, dans les moindres délais.

49. L'accord **CE-CARIFORUM** comporte une section consacrée à la transparence des marchés publics (article 168) qui contient l'obligation générale de communiquer aux fournisseurs admissibles toutes les informations nécessaires pour participer à un marché et pour présenter des soumissions valables. Il est spécifié en outre que, si les entités n'offrent pas d'accès direct gratuit à la documentation relative à l'appel d'offres par des moyens électroniques, les informations seront rendues disponibles sur demande. Une liste des informations minimales à fournir pour un marché

envisagé est incluse dans cette section et comporte des éléments similaires à ceux figurant à l'article XII de l'AMP.

**CE-CARIFORUM**  
Article 168

*Transparence des marchés publics*

[...]

2. Chaque partie ou État signataire du CARIFORUM fait en sorte que ses entités contractantes assurent une diffusion efficace des possibilités d'attribution offertes par les procédures de marchés publics concernées en communiquant aux fournisseurs admissibles toutes les informations nécessaires pour y participer. Chaque partie met en place et maintient des ressources en ligne appropriées favorisant une diffusion efficace des possibilités d'attribution.
  - a) Le dossier d'appel d'offres remis aux fournisseurs contient tous les renseignements nécessaires pour qu'ils puissent présenter des soumissions valables.
  - b) Si les entités contractantes n'offrent pas d'accès direct gratuit au dossier complet et autres documents annexes par des moyens électroniques, elles mettent rapidement cette documentation à la disposition de tout fournisseur admissible des parties.

**I. ADJUDICATION DES MARCHÉS**

50. Tous les accords examinés comportent des obligations concernant la présentation, la réception et l'ouverture des soumissions et l'adjudication des marchés, qui correspondent aux articles XIII et XVIII de l'AMP. Dans ces accords, les dispositions peuvent être organisées suivant des sections différentes de celles de l'AMP (par exemple "Renseignements aux fournisseurs", "Publication des renseignements relatifs à une adjudication", "Communication de renseignements à l'autre Partie" ou "Maintenance des registres"), mais les obligations de fond restent souvent similaires. Par exemple, dans les **accords auxquels participent les États-Unis et les accords Canada-Pérou (article 1410) et Australie-Chili (article 15.16)**, la section concernant l'adjudication des contrats dispose que l'entité contractante est tenue de conserver la documentation pertinente pendant trois ans après l'adjudication, alors que dans l'AMP cette obligation figure à l'article XX:4 concernant les procédures de contestation.

**AMP**  
Article XIII

*Présentation, réception et ouverture des soumissions, et adjudication des marchés*

1. La présentation, la réception et l'ouverture des soumissions, ainsi que l'adjudication des marchés, seront conformes à ce qui suit:
  - a) normalement, les soumissions seront présentées par écrit, directement ou par la poste. S'il est autorisé de présenter des soumissions par télex, télégramme ou télécopie, la soumission ainsi présentée devra contenir tous les renseignements nécessaires à son évaluation, notamment le prix définitif proposé par le soumissionnaire et une déclaration par laquelle le soumissionnaire accepte toutes les modalités, conditions et dispositions de l'invitation à soumissionner. La soumission devra être confirmée dans les moindres délais par lettre ou par l'envoi d'une copie signée du télex, du télégramme ou de la télécopie. La présentation des soumissions par téléphone ne sera pas autorisée. Le contenu du télex, du télégramme ou de la télécopie fera foi s'il y a divergence ou contradiction entre ce contenu et toute documentation reçue après l'expiration du délai; et

- b) les possibilités qui pourront être accordées aux soumissionnaires de corriger des erreurs involontaires de forme entre l'ouverture des soumissions et l'adjudication du marché ne seront pas de nature à donner lieu à des pratiques discriminatoires.

*Réception des soumissions*

2. Aucun fournisseur ne sera pénalisé si, par suite d'un retard imputable uniquement à l'entité, sa soumission est reçue après l'expiration du délai par le service désigné dans la documentation relative à l'appel d'offres. Les soumissions pourront également être prises en considération dans d'autres circonstances exceptionnelles si les procédures de l'entité concernée en disposent ainsi.

*Ouverture des soumissions*

3. Toutes les soumissions demandées par des entités dans le cadre de procédures ouvertes ou sélectives seront reçues et ouvertes conformément à des procédures et conditions garantissant la régularité de l'ouverture. La réception et l'ouverture des soumissions seront également conformes aux dispositions du présent accord concernant le traitement national et la non-discrimination. Les renseignements relatifs à l'ouverture des soumissions resteront entre les mains de l'entité concernée et à la disposition des autorités publiques dont elle relève, pour être utilisés si besoin est pour les procédures prévues aux articles XVIII, XIX, XX et XXII.

*Adjudication des marchés*

4. a) Pour être considérées en vue de l'adjudication, les soumissions devront être conformes, au moment de leur ouverture, aux conditions essentielles spécifiées dans les avis ou dans la documentation relative à l'appel d'offres, et avoir été déposées par un fournisseur remplissant les conditions de participation. Si une entité a reçu une soumission anormalement inférieure aux autres soumissions présentées, elle pourra se renseigner auprès du soumissionnaire pour s'assurer qu'il est en mesure de remplir les conditions de participation et qu'il est apte à satisfaire aux modalités du marché.
- b) Sauf si elle décide, pour des raisons d'intérêt public, de ne pas passer le marché, l'entité l'adjudgera au soumissionnaire qui aura été reconnu pleinement capable d'exécuter le contrat et dont la soumission, qu'elle porte sur des produits ou services nationaux ou sur des produits ou services d'autres Parties, sera la soumission la plus basse ou celle qui aura été reconnue comme étant la plus avantageuse selon les critères d'évaluation spécifiés dans les avis ou dans la documentation relative à l'appel d'offres.
- c) Les adjudications seront faites conformément aux critères et aux conditions essentielles spécifiés dans la documentation relative à l'appel d'offres.

*Options*

5. Les options ne seront pas utilisées de manière à tourner les dispositions de l'Accord.

**États-Unis-Pérou**

Article 9.9

*Traitement des soumissions et adjudication des marchés*

*Réception et ouverture des soumissions*

1. Une entité contractante recevra et ouvrira toutes les soumissions conformément à des procédures qui garantissent l'équité et l'impartialité du processus d'adjudication.
2. Une entité contractante traitera les soumissions de manière confidentielle au moins jusqu'à l'ouverture des soumissions. Plus particulièrement, l'entité contractante ne communiquera pas à des fournisseurs particuliers des renseignements qui pourraient être préjudiciables à une concurrence loyale entre fournisseurs.



3. Dans les cas où une entité contractante accorde à des fournisseurs la possibilité de corriger des erreurs de forme involontaires entre l'ouverture des soumissions et l'adjudication du marché, elle devra accorder la même possibilité à tous les fournisseurs participants.

*Adjudication des marchés*

4. Une entité contractante exigera que, pour être examinée en vue de l'adjudication, la soumission d'offre soit présentée: a) par écrit et, au moment de son ouverture, soit conforme aux prescriptions essentielles et aux critères d'évaluation spécifiés dans les avis et dans la documentation relative à l'appel d'offres; et b) par un fournisseur satisfaisant à toutes les conditions de participation.
5. À moins qu'une entité contractante décide qu'il n'est pas dans l'intérêt public de le faire, elle adjugera le marché au fournisseur dont elle a déterminé qu'il satisfait aux conditions de participation et qu'il est pleinement capable d'exécuter le marché, et dont la soumission est déterminée comme étant la meilleure en termes de prix ou la plus avantageuse sur la seule base des prescriptions et des critères d'évaluation spécifiés dans les avis et dans la documentation relative à l'appel d'offres.
6. Une entité contractante ne pourra pas annuler un marché, ni mettre un terme à des marchés attribués, ni les modifier de manière à contourner le présent chapitre.

*Renseignements communiqués aux fournisseurs*

7. Une entité contractante communiquera aux fournisseurs qui ont présenté des soumissions sa décision d'adjudication du marché, dans les moindres délais. Sous réserve de l'article 9.13, l'entité contractante communiquera, sur demande, à un fournisseur dont la soumission n'a pas été retenue les raisons pour lesquelles elle n'a pas sélectionné sa soumission, ainsi que les avantages relatifs de la soumission du fournisseur retenu.

*Publication des renseignements relatifs à une adjudication*

8. Au plus tard 60 jours après l'adjudication d'un contrat, l'entité contractante publiera dans une publication officiellement désignée, qui peut être soit sous forme électronique soit sur papier, un avis qui inclura au moins les renseignements suivants concernant le marché:
- a) le nom et l'adresse de l'entité contractante;
  - b) une description des biens ou des services achetés;
  - c) la date de l'adjudication;
  - d) le nom et l'adresse du fournisseur dont la soumission a été retenue;
  - e) la valeur du marché; et
  - f) la procédure d'appel d'offres utilisée et, dans les cas où une procédure a été utilisée conformément à l'article 9.8.1, une description des circonstances justifiant l'utilisation d'une telle procédure.

*Maintenance des registres*

9. Une entité contractante consignera dans des rapports et des registres les procédures d'appel d'offres relatives aux marchés visés par le présent chapitre, y compris les rapports prévus à l'article 9.8.2, et maintiendra ces rapports et registres pendant une période d'au moins trois ans après l'adjudication d'un marché.

**AMP**  
**Article XVIII**

*Information et examen concernant les obligations des entités*

1. Les entités feront paraître un avis dans la publication appropriée indiquée à l'Appendice II 72 jours au plus tard après l'adjudication de chaque marché au titre des articles XIII à XV. Ces avis contiendront les renseignements suivants:
  - a) nature et quantité des produits ou services faisant l'objet de l'adjudication;
  - b) nom et adresse de l'entité passant le marché;
  - c) date de l'adjudication;
  - d) nom et adresse de l'adjudicataire;
  - e) valeur de l'adjudication ou de l'offre la plus élevée et la plus basse dont il a été tenu compte dans l'adjudication du marché;
  - f) dans les cas où cela sera approprié, moyen d'identifier l'avis publié conformément au paragraphe 1 de l'article IX ou justification, conformément à l'article XV, du recours à cette procédure; et
  - g) type de procédure utilisé.
2. Chaque entité, à la demande d'un fournisseur d'une Partie, communiquera dans les moindres délais:
  - a) des explications sur ses pratiques et procédures en matière de passation des marchés;
  - b) des renseignements pertinents concernant les raisons pour lesquelles la demande de qualification du fournisseur a été rejetée, les raisons pour lesquelles il a été mis fin à sa qualification, et les raisons pour lesquelles il n'a pas été sélectionné;
  - c) à un soumissionnaire non retenu, des renseignements pertinents concernant les raisons pour lesquelles sa soumission n'a pas été retenue et les caractéristiques et avantages relatifs de la soumission retenue, ainsi que le nom de l'adjudicataire.
3. Les entités informeront dans les moindres délais les fournisseurs participants des décisions prises concernant l'adjudication du marché, et par écrit si demande leur en est faite.
4. Toutefois, les entités pourront décider que certains renseignements concernant l'adjudication du marché, mentionnés aux paragraphes 1) et 2) c), ne seront pas communiqués dans les cas où leur divulgation ferait obstacle à l'application des lois, serait autrement contraire à l'intérêt public, porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées, ou pourrait nuire à une concurrence loyale entre fournisseurs.

**ALEAC-République dominicaine**

Article 9.10: Adjudication des marchés

1. L'entité contractante exigera que, pour être examinée en vue de l'adjudication, la soumission d'offre soit présentée par écrit, et soit, au moment de sa présentation, conforme aux prescriptions essentielles énoncées dans la documentation d'appel d'offres que l'entité contractante aura fournie à l'avance à tous les fournisseurs participants, et présentée par un fournisseur remplissant toutes les conditions de participation que l'entité contractante aura communiquées à l'avance à tous les fournisseurs participants.
2. Sauf si elle décide, pour des raisons d'intérêt public, de ne pas passer le marché, l'entité contractante adjudgera le marché au fournisseur qui aura été reconnu pleinement capable d'exécuter le marché et dont la soumission sera celle qu'elle aura jugée la plus avantageuse en termes des exigences et des critères d'évaluation énoncés dans la documentation relative à l'appel d'offres.
3. Aucune entité contractante ne peut annuler un projet de marché ou résilier ou modifier un marché adjudgé pour que les obligations du présent chapitre soient évitées.

Article 9.11: Information sur l'adjudication des marchés

1. Une entité contractante devra, dans les meilleurs délais, informer les fournisseurs participants des décisions relatives à l'adjudication du marché. L'entité contractante doit, à la demande du fournisseur dont la soumission n'a pas été retenue, faire connaître les raisons pour lesquelles elle ne l'a pas été et les avantages relatifs de la soumission retenue.
2. Dans les meilleurs délais après l'adjudication d'un marché couvert, l'entité contractante publiera un avis contenant au moins les informations suivantes sur l'adjudication:
  - a) le nom de l'entité;
  - b) une description des biens ou services inclus dans le contrat;
  - c) le nom du fournisseur adjudicataire;
  - d) la valeur du marché; et
  - e) si l'entité contractante n'a pas eu recours à une procédure d'appel d'offres ouverte, l'exposé des circonstances justifiant la procédure suivie.
3. L'entité contractante devra tenir des dossiers et des rapports relatifs aux procédures d'appel d'offres et aux adjudications de marchés concernant les marchés visés par le présent chapitre, y compris les registres et les rapports mentionnés par l'article 9.9.3, pour une période d'au moins trois ans à compter de la date de l'adjudication du marché.

51. Dans d'autres accords, comme les accords **Pérou-Singapour** (article 9.14 et 9.15), **ALEAC-RD** (article 9.10 et 9.11) et **CE-CARIFORUM** (article 177), les dispositions concernant l'adjudication des marchés sont moins détaillées. Les accords **ALEAC** et **CE-CARIFORUM** contiennent des dispositions générales sur la nécessité d'un processus équitable et transparent pendant l'ouverture et l'adjudication des marchés dans le cadre d'appels d'offres ouverts ou sélectifs. Dans l'accord **ALEAC-RD**, l'entité contractante peut, pour des raisons d'intérêt public, choisir la soumission la plus avantageuse au regard des prescriptions et des critères d'évaluation. Bien que cette disposition soit similaire à l'article XIII:4 b) de l'AMP, elle ne précise pas en outre que l'entité contractante peut aussi choisir la soumission la plus basse de celles qui ont été présentées. En ce qui concerne les renseignements communiqués aux fournisseurs au sujet de la décision d'adjudication, les

dispositions des accords examinés sont similaires à celles de l'AMP avec la prescription selon laquelle les soumissionnaires doivent être informés sur demande des raisons de la décision. Dans l'accord **Pérou-Singapour** (article 9.14), il n'y a qu'une obligation générale selon laquelle le processus d'évaluation des soumissions doit être équitable et non discriminatoire, sans que soient prescrites d'autres conditions relatives au processus d'adjudication, par exemple en matière de performance et de prix. Pourtant, cet accord ne contient pas de disposition concernant les renseignements à communiquer sur les adjudications qui soit équivalente mais moins détaillée que l'article XVIII de l'AMP.

### **CE-CARIFORUM**

#### Article 176

##### *Ouverture des offres et adjudication des marchés*

1. Toutes les soumissions sollicitées par les entités contractantes dans le cadre d'appels d'offres ouverts ou sélectifs sont reçues et ouvertes selon des procédures et dans des conditions garantissant l'équité et la transparence du processus.
2. À moins qu'elle ne décide qu'il n'est pas dans l'intérêt public de procéder à l'adjudication, l'entité contractante adjuge le marché au fournisseur dont elle aura déterminé, sur la base des informations présentées, qu'il est pleinement capable d'exécuter le marché et dont l'offre est soit la moins chère, soit celle qui, en vertu de critères d'évaluation spécifiques exposés dans l'avis ou dans le dossier d'appel d'offres, est jugée la plus avantageuse. Les adjudications sont réalisées conformément aux critères et aux exigences essentielles précisés dans l'avis de marché envisagé ou dans le dossier d'appel d'offres.

#### Article 177

##### *Informations sur l'adjudication du marché*

1. Les parties et les États signataires du CARIFORUM veillent à ce que leurs entités contractantes assurent la diffusion effective des résultats des procédures de marchés publics.
2. Les entités contractantes informent sans tarder les fournisseurs des décisions concernant l'adjudication du marché, par écrit si demande leur en est faite. Sur demande, les entités contractantes informent les fournisseurs éliminés des motifs du rejet de leur soumission et des avantages relatifs de la soumission du fournisseur retenu.
3. Les entités contractantes peuvent décider de ne pas communiquer certains renseignements concernant l'attribution du marché dans les cas où leur divulgation ferait obstacle à l'application des lois, serait contraire à l'intérêt public, porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes des fournisseurs ou pourrait nuire à une concurrence loyale entre eux.
4. Sous réserve des dispositions de l'article 180, paragraphe 4, au plus tard 72 jours après l'adjudication de chaque marché couvert par le présent chapitre, l'entité contractante fait paraître un avis dans les médias écrits ou électroniques appropriés indiqués à l'annexe VII. Dans les cas où seul un média électronique est utilisé, les renseignements restent facilement accessibles pendant une période raisonnable. L'avis comprend au moins les renseignements suivants:
  - a) une description des biens ou des services faisant l'objet du marché;
  - b) les nom et adresse de l'entité contractante;
  - c) les nom et adresse du fournisseur retenu;

d)	la valeur de la soumission retenue ou de l'offre la plus élevée et de l'offre la plus basse dont il a été tenu compte dans l'adjudication du marché;
e)	la date de l'adjudication;
f)	le type de méthode de passation des marchés utilisé et, lorsqu'il s'agit de l'appel d'offres limité, une description des circonstances justifiant le recours à cette procédure.

**Pérou-Singapour**  
**Article 9.14: Évaluation des soumissions**

Le processus d'évaluation des soumissions sera équitable et non discriminatoire et comportera un mécanisme visant à éliminer tout conflit d'intérêts potentiel entre les personnes administrant le processus et les fournisseurs participant au processus.

**J. NÉGOCIATIONS**

52. Il avait été constaté dans la note précédente (document S/WPGR/W/49) que certains accords spécifiaient que les entités pourraient tenir des négociations avec les soumissionnaires, pour autant que cela ait été indiqué dans l'avis d'appel d'offres initial ou qu'il résulte de l'évaluation qu'aucune offre n'est plus avantageuse. Parmi les accords examinés ici, il apparaît que seul l'accord **CE-CARIFORUM** (article 175) contienne des dispositions relatives à des négociations avec les soumissionnaires. Cette disposition est similaire à l'article XIV de l'AMP mais avec moins de prescriptions concernant le déroulement et la conduite des négociations. À titre de sauvegarde, l'évaluation doit être effectuée sur la base des critères énoncés dans l'avis de marché envisagé.

**CE-CARIFORUM**  
**Article 175**

*Négociations*

1. Les États signataires du CARIFORUM et la partie CE peuvent prévoir que leurs entités contractantes procèdent à des négociations:
  - a) dans le contexte des marchés publics pour lesquels elles ont indiqué qu'elles en avaient l'intention dans l'avis de marché envisagé;
  - b) dans les cas où il ressort de l'évaluation qu'aucune soumission n'est manifestement la plus avantageuse selon les critères d'évaluation spécifiques exposés dans l'avis de marché envisagé ou le dossier d'appel d'offres.
2. Une entité contractante:
  - a) s'assure que l'élimination de fournisseurs participant aux négociations a lieu selon les critères d'évaluation énoncés dans l'avis de marché envisagé ou le dossier d'appel d'offres;
  - b) dans les cas où les négociations sont achevées, prévoit la même échéance pour la présentation de toutes soumissions nouvelles ou révisées par les fournisseurs restants.

**K. COMMUNICATION D'INFORMATIONS**

53. Comme l'AMP, la majorité des accords contiennent une disposition générale prévoyant la publication des lois, règlements, décisions judiciaires, décisions administratives d'application générale et de toutes procédures concernant la passation des marchés visés. Dans les **accords auxquels**

**participent les États-Unis** et dans les accords **Pérou-Singapour** (article 9.8) et **Canada-Pérou** (article 1404), ces règles en matière de transparence figurent dans les sections relatives à la publication des renseignements sur les marchés. On trouve des obligations similaires dans l'accord **CE-CARIFORUM** (article 168) conjointement avec d'autres règles concernant la transparence des marchés publics.

**AMP**

Article XIX: Information et examen concernant les obligations des Parties

1. Chaque Partie publiera dans les moindres délais toutes lois, tous règlements, ainsi que toutes décisions judiciaires, décisions administratives d'application générale, et procédures (y compris les clauses contractuelles types), relatifs aux marchés publics visés par le présent accord, dans les publications appropriées dont la liste figure à l'Appendice IV, et de façon à permettre aux autres Parties et aux fournisseurs d'en prendre connaissance. Chaque Partie se tiendra prête à fournir des explications sur ses procédures de passation des marchés publics à toute autre Partie qui en fera la demande.
2. Le gouvernement d'un soumissionnaire non retenu qui est Partie au présent accord pourra, sans préjudice des dispositions de l'article XXII, demander les renseignements additionnels qui pourront être nécessaires sur la passation du marché pour s'assurer qu'elle a été effectuée dans des conditions d'équité et d'impartialité. A cet effet, l'autorité publique contractante fournira des renseignements sur les caractéristiques et les avantages relatifs de la soumission retenue et sur le prix d'adjudication. Normalement, ce dernier renseignement pourra être divulgué par le gouvernement du soumissionnaire non retenu à la condition qu'il use de ce droit avec discrétion. Au cas où cette divulgation serait de nature à nuire à la concurrence lors d'appels d'offres ultérieurs, ce renseignement ne sera divulgué qu'après consultation et avec l'accord de la Partie qui l'aura communiqué au gouvernement du soumissionnaire non retenu.
3. Les renseignements disponibles concernant la passation de marchés par les entités visées et les marchés qu'elles auront adjugés seront communiqués à toute autre Partie qui en fera demande.
4. Les renseignements confidentiels fournis à une Partie, dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois, serait autrement contraire à l'intérêt public, porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées, ou pourrait nuire à une concurrence loyale entre fournisseurs, ne seront pas divulgués sans l'autorisation formelle de la Partie qui les aura fournis.
5. Chaque Partie établira ses statistiques annuelles des marchés visés par le présent accord et les communiquera au Comité. Ces communications contiendront les renseignements ci-après sur les marchés adjugés par toutes les entités contractantes visées par le présent accord:
  - a) pour les entités mentionnées à l'Annexe 1, statistiques indiquant globalement et par entité la valeur estimée des marchés adjugés, aussi bien au-dessus qu'au-dessous de la valeur de seuil; pour les entités mentionnées aux Annexes 2 et 3, statistiques indiquant globalement et par catégorie d'entités la valeur estimée des marchés adjugés au-dessus de la valeur de seuil;
  - b) pour les entités mentionnées à l'Annexe 1, statistiques indiquant le nombre et la valeur totale des marchés adjugés au-dessus de la valeur de seuil, ventilées par entité et par catégorie de produits et services suivant des classifications uniformes; pour les entités mentionnées aux Annexes 2 et 3, statistiques indiquant la valeur estimée des marchés adjugés au-dessus de la valeur de seuil, ventilées par catégorie d'entités et par catégorie de produits ou de services;

- c) pour les entités mentionnées à l'Annexe 1, statistiques indiquant le nombre et la valeur totale des marchés adjugés dans chacune des circonstances visées à l'article XV, ventilées par entité et par catégorie de produits et services; pour les catégories d'entités mentionnées aux Annexes 2 et 3, statistiques indiquant la valeur totale des marchés adjugés au-dessus de la valeur de seuil dans chacune des circonstances visées à l'article XV; et
- d) pour les entités mentionnées à l'Annexe 1, statistiques, ventilées par entité, indiquant le nombre et la valeur totale des marchés adjugés au titre des dérogations à l'Accord énoncées aux Annexes pertinentes; pour les catégories d'entités mentionnées aux Annexes 2 et 3, statistiques indiquant la valeur totale des marchés adjugés au titre des dérogations à l'Accord énoncées aux Annexes pertinentes.

Pour autant que ces renseignements soient disponibles, chaque Partie communiquera des statistiques indiquant le pays d'origine des produits et services achetés par ses entités. En vue d'assurer que ces statistiques soient comparables, le Comité donnera des indications concernant les méthodes à utiliser. En vue d'assurer une surveillance efficace des marchés visés par le présent accord, le Comité pourra décider à l'unanimité de modifier les prescriptions énoncées aux alinéas a) à d) pour ce qui concerne la nature et l'étendue des renseignements statistiques à communiquer, ainsi que les ventilations et les classifications à utiliser.

#### **Pérou-Singapour**

##### Article 9.8: Publication de renseignements sur les mesures relatives aux marchés

Chaque Partie publiera dans les moindres délais toutes lois, tous règlements, ainsi que toutes décisions judiciaires, décisions administratives d'application générale, procédures (y compris les clauses contractuelles types) et modifications ou additions relatives à ces textes, concernant les marchés publics visés par le présent chapitre, dans un média électronique désigné officiellement et mentionné dans l'Annexe 9B ("Médias électroniques désignés officiellement pour la publication de renseignements concernant les marchés publics"), et de façon à permettre à l'autre Partie et aux fournisseurs d'en prendre connaissance. Chaque Partie se tiendra prête à fournir des explications sur ses procédures de passation des marchés publics à l'autre Partie qui en fera la demande.

#### **ALEAC-RD<sup>24</sup>**

##### Article 9.3: Publication des mesures relatives aux marchés

Dans les moindres délais, chaque Partie:

- a) publiera toute loi ou tout règlement, et toute modification de loi ou de règlement, relatifs aux marchés publics;
- b) mettra à la disposition du public toute procédure, décision judiciaire ou décision administrative d'application générale, relatives aux marchés publics; et
- c) à la demande d'une Partie, communiquera à celle-ci le texte de la procédure, décision judiciaire ou décision administrative d'application générale, relatives aux marchés publics.

<sup>24</sup> On trouve une disposition similaire dans tous les autres accords auxquels participent les États-Unis, le plus souvent dans la section relative à la publication de renseignements sur les marchés.

**Canada-Pérou**Article 1404: Publication de l'information sur la passation des marchés

Chaque Partie:

- a) publie promptement les lois, règlements, décisions judiciaires, décisions administratives d'application générale et procédures relatives à la passation des marchés visés au présent chapitre, ainsi que leurs modifications, dans un organe officiel, électronique ou imprimé, à grande diffusion et facilement accessible au public; et
- b) en fournit sur demande une explication à l'autre Partie.

**CE-CARIFORUM**Article 168*Transparence des marchés publics*

1. Sous réserve des dispositions de l'article 180, paragraphe 4, chaque partie ou État signataire du CARIFORUM publie rapidement les lois, réglementations, décisions judiciaires, décisions administratives d'application générale et procédures relatives aux marchés concernés par le présent chapitre, dans les publications visées à l'annexe VII, notamment dans les médias électroniques officiellement désignés. Chaque partie ou État signataire du CARIFORUM publie rapidement, et de la même manière, toutes les modifications apportées à ces mesures et informe les autres parties de toute modification dans un délai raisonnable.

54. Tous les accords examinés comportent des clauses similaires à l'article XIX:2 et 3 de l'AMP (c'est-à-dire concernant les renseignements à fournir par les entités contractantes aux fournisseurs dont la soumission n'a pas été retenue) dans les dispositions traitant de l'"adjudication des marchés" ou des "renseignements sur les attributions".

55. Comme l'article XIX:4 de l'AMP, la plupart des accords examinés prévoient aussi des conditions relatives à la non-divulgence des renseignements confidentiels. En outre, les Parties ne sont généralement pas tenues de divulguer des renseignements qui feraient obstacle à l'application des lois, pourraient nuire à une concurrence loyale entre fournisseurs, porteraient préjudice aux intérêts commerciaux légitimes de certains fournisseurs ou entités contractantes, y compris à la protection de la propriété intellectuelle, ou seraient autrement contraires à l'intérêt public. De plus, les accords **États-Unis-Pérou** (article 9.13) et **Canada-Pérou** (article 1411) prévoient l'obligation de divulguer à une Partie qui en fait la demande des renseignements concernant les procédures d'appel d'offres et d'évaluation utilisées dans le cadre de l'adjudication d'un marché qui soient suffisants pour déterminer si l'adjudication du marché en question a été faite d'une manière équitable, impartiale et conforme aux disciplines pertinentes. Quant à l'accord **Australie-Chili**, s'il ne contient pas de disposition relative à la divulgation/non-divulgation de renseignements, il précise à l'article 15.20 que, si des renseignements confidentiels venaient à être transmis, ils ne devraient pas être utilisés à d'autres fins que celles auxquelles ils ont été communiqués.



**États-Unis-Pérou**

**Article 9.13: Divulgence de l'information**

*Communication de renseignements à une Partie*

1. À la demande de l'autre Partie, une Partie communiquera des renseignements suffisants concernant les procédures d'appel d'offres et d'évaluation utilisées dans le cadre de l'adjudication d'un marché afin de déterminer si l'adjudication du marché en question a été faite d'une manière équitable, impartiale et conforme aux dispositions du présent chapitre. Ces renseignements incluront des renseignements sur les caractéristiques et les avantages relatifs de la soumission retenue et sur le prix du marché.

*Non-divulgence de l'information*

2. Aucune Partie, entité contractante ou autorité d'examen visée à l'article 9.11 ne peut divulguer des renseignements désignés comme confidentiels par la personne qui les a fournis, conformément à la législation nationale, sauf avec l'autorisation de ladite personne.
3. Aucune disposition du présent chapitre ne peut être interprétée de façon à exiger d'une Partie, y compris ses entités contractantes, de donner des informations dont la divulgation pourrait:
  - a) empêcher le respect ou l'application de la loi;
  - b) porter préjudice à la concurrence loyale entre les fournisseurs;
  - c) porter préjudice aux intérêts commerciaux légitimes des fournisseurs ou des entités contractantes, y compris à la protection de la propriété intellectuelle; ou
  - d) être contraire d'autre manière à l'intérêt public.

**Canada-Pérou**

**Article 1411: Divulgence de renseignements**

*Communication de renseignements à une Partie*

1. Une Partie communique promptement à l'autre Partie, sur demande de celle-ci, tous renseignements nécessaires pour établir si un marché déterminé a été passé de manière équitable, impartiale et conforme au présent chapitre, y compris des renseignements sur les caractéristiques et les avantages relatifs de la soumission retenue. Dans les cas où la divulgation de ces renseignements nuirait à la concurrence dans les appels d'offres futurs, la Partie qui reçoit lesdits renseignements ne les transmet à aucun fournisseur, si ce n'est après avoir consulté la Partie qui les aura communiqués et avoir obtenu son accord.

*Non-divulgence de renseignements*

2. Nonobstant toute autre disposition du présent chapitre, une Partie, y compris ses entités contractantes, ne peut communiquer à un fournisseur déterminé de renseignements susceptibles de nuire à la concurrence loyale entre les fournisseurs.
3. Une Partie, y compris ses entités contractantes, autorités et organismes d'examen, n'a pas l'obligation au titre du présent chapitre de divulguer des renseignements confidentiels lorsque cette divulgation:
  - a) ferait obstacle à l'exécution des lois; ou
  - b) pourrait nuire à la concurrence loyale entre les fournisseurs; ou
  - c) porterait atteinte aux intérêts commerciaux légitimes de personnes déterminées, dont la protection de la propriété intellectuelle; ou
  - d) serait autrement contraire à l'intérêt public.

**Australie-Chili**Article 15.20: Renseignements confidentiels

Lorsqu'une personne d'une Partie met des renseignements confidentiels à la disposition de l'autre Partie ou de ses entités contractantes, cette dernière Partie veillera à ce que la confidentialité de ces renseignements soit protégée et à ce qu'ils ne soient pas employés à une autre fin que celle à laquelle ils ont été communiqués. Toutefois, il peut y avoir divulgation de renseignements confidentiels lorsqu'une Partie ou ses entités contractantes sont tenues de les divulguer en vertu de la législation nationale de cette Partie ou lorsque cette divulgation est autorisée par la personne qui les a communiqués.

56. Les prescriptions de l'article XIX:5 de l'AMP concernant l'établissement de statistiques sur les marchés publics ne figurent dans aucun des accords examinés.

## L. PROCÉDURES DE CONTESTATION

57. Des procédures de contestation, qui prévoient le droit de déposer un recours auprès d'un tribunal national ou d'un organisme d'examen indépendant, figurent dans tous les accords examinés. Généralement inspirées de l'article XX de l'AMP, ces dispositions exigent généralement l'établissement ou la désignation d'une autorité judiciaire impartiale, et préconisent des procédures d'examen rapides, transparentes et efficaces.

58. En particulier, les **accords auxquels participent les États-Unis et l'accord CE-CARIFORUM** (article 179) contiennent des dispositions détaillées, y compris des paragraphes concernant la nécessité de ménager à chaque fournisseur un délai suffisant pour lui permettre de déposer une contestation (et de répondre à l'entité contractante), la conservation d'un dossier raisonnable et des mesures transitoires rapides pour remédier aux violations. Comme dans l'AMP, les droits des fournisseurs au cours des procédures de contestation sont également spécifiés.

**CE-CARIFORUM**Article 179*Contestation des offres*

1. Les parties et les États signataires du CARIFORUM établissent des procédures transparentes, rapides, impartiales et efficaces permettant aux fournisseurs de contester les mesures nationales mettant en œuvre le présent chapitre dans le cadre de la passation de marchés dans lesquels ils ont, ou ont eu, un intérêt commercial légitime. À cet effet, chaque partie ou État signataire du CARIFORUM institue ou désigne au moins une autorité administrative ou judiciaire impartiale, indépendante de ses entités contractantes, chargée de recevoir et d'examiner la contestation élevée par un fournisseur dans le cadre de la passation d'un marché visé.
2. Il est ménagé à chaque fournisseur un délai suffisant pour préparer et élever une contestation à compter de la date à laquelle il a eu connaissance du fondement de celle-ci ou aurait dû raisonnablement en avoir eu connaissance. Le présent paragraphe n'empêche pas les parties ou États signataires du CARIFORUM d'exiger des plaignants qu'ils introduisent leurs réclamations dans un délai raisonnable, pour autant que ce délai soit communiqué à l'avance.
3. Les entités contractantes font en sorte d'être en mesure de répondre à des demandes de réexamen en conservant un dossier raisonnable pour chaque appel d'offres couvert par le présent chapitre.
4. Les procédures de contestation prévoient des mesures transitoires rapides pour remédier aux violations des mesures nationales mettant en œuvre le présent chapitre.

**Accords conclus par les États-Unis<sup>25</sup>**

1. Chaque Partie permet au fournisseur de contester le respect de la Partie de ses mesures dans l'application du présent chapitre, sans porter préjudice à la participation du fournisseur aux activités de passation des marchés en cours ou à venir. Chaque Partie doit veiller à ce que ses procédures d'examen soient disponibles au public sous formes écrites, opportunes, transparentes, effectives et conformes au principe de l'application régulière de la loi.
2. Chaque Partie établira ou désignera au moins une autorité administrative ou judiciaire impartiale, indépendante des entités contractantes qui font l'objet de la contestation, qui sera chargée de recevoir et d'examiner les contestations présentées par les fournisseurs concernant tous les marchés couverts. Lorsqu'un organe autre que cette autorité examine dès le début la contestation, la Partie veillera à ce que le fournisseur puisse interjeter appel de la décision initiale auprès d'une autorité administrative ou judiciaire impartiale indépendante de l'entité contractante objet de la contestation.
3. Chaque Partie autorise l'autorité qu'elle établit ou désigne au titre du paragraphe 2 à prendre des mesures intérimaires dans les meilleurs délais, dans l'attente de la résolution d'une contestation, pour veiller à ce que la Partie se conforme à ses mesures d'application du présent chapitre et pour préserver au fournisseur la possibilité de participer à la procédure de passation du marché, y compris en suspendant l'adjudication du marché ou l'exécution d'un marché qui a déjà été adjugé. Toutefois, en examinant la possibilité de prendre une mesure ou non, chaque Partie doit tenir compte des conséquences négatives sur l'intérêt public des mesures qui auraient été prises. Si la Partie décide de ne pas prendre des mesures intérimaires, elle devra justifier sa décision par écrit.
4. Chaque Partie veillera à ce que les autorités qu'elle établit ou qu'elle désigne au titre du paragraphe 2, procèdent à ses examens conformément aux points suivants:
  - a) il sera accordé au fournisseur un temps suffisant pour établir et présenter une contestation par écrit, qui ne sera en aucun cas de moins de dix jours à compter du moment où le fondement de la contestation est connu du fournisseur ou aurait raisonnablement dû être connu de ce dernier;
  - b) l'entité contractante sera tenue de répondre par écrit à la contestation du fournisseur et fournira tous les documents pertinents à l'autorité;
  - c) le fournisseur qui engage la contestation devra se voir accorder la possibilité de répondre à la réaction de l'entité contractante avant que l'organisme d'examen ne prenne une décision sur la contestation; et
  - d) l'autorité remettra rapidement ses décisions relatives à la contestation du fournisseur, par écrit, avec une explication des motifs de chaque décision.

59. Dans l'accord **Canada-Pérou** (article 1412), les procédures de contestation s'inspirent généralement de l'article XX de l'AMP à quelques différences de rédaction près. Les accords conclus entre **l'Australie et le Chili** (article 15.18) et **le Pérou et Singapour** (article 9.14) contiennent des obligations générales qui sont moins détaillées que celles figurant à l'article XX de l'AMP. Toutefois, contrairement à l'AMP, aucun des accords mentionnés ci-dessus ne prévoit que l'organe d'examen des contestations ait le pouvoir de demander spécifiquement le versement d'une compensation.

---

<sup>25</sup> Tous les accords auxquels participent les États-Unis contiennent une section sur les procédures de contestation qui est similaire.

**Canada-Pérou****Article 1412: Procédure d'examen interne**

1. Chaque Partie fait en sorte que ses entités accordent en temps opportun une attention impartiale à toute plainte présentée par des fournisseurs relativement à un manquement allégué aux mesures mettant en œuvre le présent chapitre survenant dans le cadre d'un marché visé au présent chapitre dans lesquels ils ont, ou ont eu, un intérêt. Chaque Partie encourage les fournisseurs à demander des éclaircissements à ses entités par le biais de consultations, afin de faciliter le règlement de telles plaintes.
2. Chaque Partie institue ou désigne au moins une autorité administrative ou judiciaire impartiale et indépendante de ses entités contractantes pour recevoir et examiner une contestation déposée par des fournisseurs ("contestation") dans le cadre d'un marché visé au présent chapitre et dans lequel le fournisseur a, ou a eu, un intérêt.
3. Chaque Partie fait en sorte que l'autorité qu'elle institue ou désigne en application du paragraphe 2 soit dotée d'une procédure écrite qui soit d'une façon générale accessible au public. Cette procédure est rapide, efficace, transparente, non discriminatoire, et prévoit que:
  - a) l'entité contractante répond par écrit à la contestation et divulgue tous les documents pertinents à l'organisme d'examen;
  - b) les participants à la contestation ont:
    - i) le droit de se faire entendre avant que l'organisme d'examen ne rende une décision sur la contestation;
    - ii) le droit d'être représentés et accompagnés;
    - iii) accès à l'ensemble des procédures de la contestation;
    - iv) le droit de demander la publicité des débats et la citation de témoins; et
  - c) les décisions ou recommandations relatives aux contestations sont communiquées en temps opportun et par écrit, et accompagnées d'une explication des motifs de chaque décision ou recommandation.
4. Chaque fournisseur dispose, pour préparer et présenter une contestation, d'un délai suffisant, qui n'est en aucun cas inférieur à 10 jours à compter de la date à laquelle il aura eu connaissance, ou aurait raisonnablement dû avoir connaissance, du motif de la contestation.
5. Chaque Partie fait en sorte que l'autorité qu'elle institue ou désigne en application du paragraphe 2 ait le pouvoir de prendre des mesures provisoires de manière à préserver la possibilité pour le fournisseur de participer au processus de passation du marché considéré. Ces mesures provisoires peuvent entraîner la suspension de ce processus. Les procédures relatives à la mise en place de mesures provisoires peuvent prévoir que des conséquences défavorables primordiales pour les intérêts en jeu, y compris l'intérêt public, puissent être prises en compte dans la décision d'appliquer ou non de telles mesures.
6. Chaque Partie fait en sorte que la présentation d'une contestation par un fournisseur ne porte pas préjudice à sa participation aux processus en cours ou futurs de passation de marchés.
7. Lorsqu'un organisme autre qu'une autorité de la nature prévue au paragraphe 2 procède à l'examen initial d'une contestation, la Partie fait en sorte que le fournisseur puisse exercer un recours contre la décision initiale devant une autorité administrative ou judiciaire impartiale et indépendante de l'entité contractante dont le marché est visé par la contestation.

**Australie-Chili****Article 15.18: Examen national des contestations des fournisseurs**

1. Chacune des Parties maintiendra au moins un organisme administratif ou judiciaire qui est indépendant de ses entités adjudicatrices afin de recevoir et d'examiner, d'une manière non discriminatoire, rapide, transparente et efficace, les plaintes présentées par les fournisseurs, conformément à la législation de la Partie, en rapport avec un marché visé. Lorsque cet organisme n'est pas un tribunal, il fera l'objet d'un examen judiciaire ou présentera des garanties procédurales comparables à celles d'un tribunal.
2. Chacune des Parties rendra généralement accessibles des renseignements sur les mécanismes de plainte.

**Pérou-Singapour****Article 9.14: Évaluation des soumissions**

Le processus d'évaluation des soumissions sera équitable et non discriminatoire et comportera un mécanisme visant à éliminer tout conflit d'intérêts potentiel entre les personnes administrant le processus et les fournisseurs participant au processus.

---

**Annexe 1**  
**Accords d'intégration économique notifiés entre le 31 août 2004 et le 31 juillet 2009**

ACR	Date d'entrée en vigueur	Date de notification	Document de référence
Canada-Pérou	1 <sup>er</sup> août 2009	31 juillet 2009	S/C/N/508
Pérou-Singapour	1 <sup>er</sup> août 2009	30 juillet 2009	S/C/N/502
Chine-Nouvelle-Zélande*	1 <sup>er</sup> octobre 2008	21 avril 2009	S/C/N/491
Panama-Costa Rica (Amérique centrale)	23 novembre 2008	7 avril 2009	S/C/N/490
Australie-Chili	6 mars 2009	3 mars 2009	S/C/N/484
Chine-Singapour*	1 <sup>er</sup> janvier 2009	2 mars 2009	S/C/N/483
États-Unis-Pérou	1 <sup>er</sup> février 2009	3 février 2009	S/C/N/473
États-Unis-Oman	1 <sup>er</sup> janvier 2009	30 janvier 2009	S/C/N/472
Japon-Philippines*	11 décembre 2008	11 décembre 2008	S/C/N/470
APE CE-États du CARIFORUM	1 <sup>er</sup> novembre 2008	16 octobre 2008	S/C/N/469/Rev.1
Brunéi Darussalam-Japon*	31 juillet 2008	31 juillet 2008	S/C/N/466
Islande-îles Féroé	1 <sup>er</sup> novembre 2006	10 juillet 2008	S/C/N/465
Japon-Indonésie*	1 <sup>er</sup> juillet 2008	27 juin 2008	S/C/N/462
Panama-Chili*	7 mars 2008	17 avril 2008	S/C/N/443
Pakistan-Malaisie*	1 <sup>er</sup> janvier 2008	19 février 2008	S/C/N/440
Japon-Thaïlande	1 <sup>er</sup> novembre 2007	25 octobre 2007	S/C/N/419
Chili-Japon	3 septembre 2007	24 août 2007	S/C/N/398
Partenariat économique stratégique transpacifique	28 mai 2006	18 mai 2007	S/C/N/394
Inde-Singapour*	1 <sup>er</sup> août 2005	3 mai 2007	S/C/N/393
Panama-Singapour*	24 juillet 2006	4 avril 2007	S/C/N/392
États-Unis-Bahreïn	1 <sup>er</sup> août 2006	8 octobre 2006	S/C/N/375
AELE-Corée, République de	1 <sup>er</sup> septembre 2006	23 août 2006	S/C/N/373
Japon-Malaisie*	13 juillet 2006	12 juillet 2006	S/C/N/371
Jordanie-Singapour*	22 août 2005	7 juillet 2006	S/C/N/370
Accord de libre-échange République dominicaine-Amérique centrale-États-Unis (ALEAC-RD)	1 <sup>er</sup> mars 2006	17 mars 2006	S/C/N/391
Corée, République de-Singapour	2 mars 2006	21 février 2006	S/C/N/363
États-Unis-Maroc	1 <sup>er</sup> janvier 2006	30 décembre 2005	S/C/N/362
Thaïlande-Nouvelle-Zélande	1 <sup>er</sup> juillet 2005	1 <sup>er</sup> décembre 2005	S/C/N/361
Japon-Mexique	1 <sup>er</sup> avril 2005	31 mars 2005	S/C/N/328
Thaïlande-Australie	1 <sup>er</sup> janvier 2005	7 décembre 2004	S/C/N/311
États-Unis-Australie	1 <sup>er</sup> janvier 2005	22 décembre 2004	S/C/N/310
AELE-Chili	1 <sup>er</sup> décembre 2004	3 décembre 2004	S/C/N/309
Corée, République de-Chili	1 <sup>er</sup> avril 2004	8 avril 2004	S/C/N/302

---

\* Ces accords ne prévoyaient pas de dispositions relatives aux marchés publics.